GAZETTE DES TRIBUNAUX

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

ABONNEMENT:
PARIS ET LES DÉPARTEMENTS:
 Un an, 72 fr.
 Six mois, 36 fr. | Trois mois, 18 fr.
ÉTRANGER:
 Le port en sus, pour les pays sans échange postal.

BUREAUX:
 RUE HARLAY-DU-PALAIS, 2,
 au coin du quai de l'Horloge,
 à Paris.
 (Les lettres doivent être affranchies.)

AVIS.

Nous rappelons à nos abonnés que la suppression du journal est toujours faite dans les deux jours qui suivent l'expiration des abonnements.

Pour faciliter le service et éviter des retards, nous les invitons à envoyer par avance les renouvellements, soit par un mandat payable à vue sur la poste, soit par les Messageries impériales ou générales, qui reçoivent les abonnements au prix de 18 francs par trimestre, sans aucune addition de frais de commission.

Sommaire.

JUSTICE CIVILE. — Cour de cassation (ch. des requêtes). Bulletin: Vente; interprétation; revendication. — Associé; dommages; compensation. — Obligation; preuve; gestion d'affaires; motifs. — *Ultra petita*; demande nouvelle; canal; dérivation; compagnie du chemin de fer de Lyon à la Méditerranée. — Remplacement militaire; responsabilité du remplacé. — Cour de cassation (ch. civ.). Bulletin: Stipulation au profit d'un tiers; foi due au titre authentique; caution. — Expropriation pour cause d'utilité publique; pourvoi; notification; délai; concessionnaires de travaux publics. — Cour impériale de Paris (2^e ch.): Chemins de fer de l'Ouest; traités particuliers; égalité d'avantages; abaissement des tarifs; remise de 10 pour 100; condition de fort tonnage; droit de chargement; permis de circulation. — Tribunal de commerce de la Seine: 33,300 francs de billets de banque brûlés par un feu; suicides; demande en paiement par les héritiers contre la Banque de France; représentation des fragments d'une partie des billets brûlés; curieux détails.

JUSTICE CRIMINELLE. — Cour impériale de Paris (ch. correct.). Adultère commis hors du domicile conjugal; dénonciation du délit par la femme du complice, en l'absence de toute plainte du mari de la femme adultère. — H^e Conseil de guerre de la division d'Alger: Vendeur arabe; le prix du sang refusé.

CHRONIQUE.

JUSTICE CIVILE

COUR DE CASSATION (ch. des requêtes).

Présidence de M. Nicias-Gaillard.

Bulletin du 12 janvier.

VENTE. — INTERPRÉTATION. — REVENDICATION.

I. Lorsqu'un acte de vente n'est pas simplement obscur, mais contradictoire, en ce sens que, d'un côté, il établit que le vendeur a cédé la totalité d'un fonds qui lui appartient, et que, de l'autre, il résulte que la vente n'a été que partielle, les juges peuvent décider, sans violer aucune loi, que la demande par laquelle l'acquéreur revendique contre un tiers une portion du terrain qu'il prétend lui avoir été vendu en totalité, n'est pas justifiée. Il ne peut, dans ce cas, se prévaloir contre le tiers auquel s'adresse sa demande en revendication, de la disposition de l'article 1602 du Code Napoléon, portant que les clauses obscures s'interprètent contre le vendeur, puisqu'il n'est pas en face de celui-ci, et lorsque, d'ailleurs, ce tiers est reconnu possesseur de bonne foi et avec titre.

II. L'action en garantie exercée en ce cas par l'acquéreur contre le vendeur a pu être également écartée sans recourir, contre ce dernier, à la règle d'interprétation rigoureuse de l'article 1602, s'il n'est pas prouvé, aux yeux des juges de la cause, souverains appréciateurs des conventions des parties, que la vente ait compris la portion dont un autre était en possession et qui avait été mal à propos revendiquée contre lui. La règle d'interprétation de l'article 1602 n'est pas la seule qu'il soit permis aux juges de suivre, même entre le vendeur et l'acquéreur.

Ainsi jugé, au rapport de M. le conseiller Hardoin et sur les conclusions conformes du même avocat général; plaidant, M^e Groualle. (Rejet de deux pourvois du sieur Lecoat de Kerveguen contre deux arrêts de la Cour de l'île de la Réunion des 31 mars et 1^{er} avril 1854.)

ASSOCIÉ. — DOMMAGES. — COMPENSATION.

L'associé qui a causé par sa faute des dommages à la société est tenu de les réparer, d'après le principe général énoncé dans l'article 1382, et sans pouvoir compenser (art. 1350, C. Nap.) les bénéfices qu'il lui a procurés dans d'autres affaires. Cette prohibition s'applique-t-elle même au cas où les bénéfices que l'associé demande à compenser avec les dommages qu'il a causés par son fait ont été procurés à la société dans la même affaire?

Résolu affirmativement par arrêt de la Cour impériale de Nancy du 12 février 1856.

Pourvoi pour violation de l'article 1850. Admission, au rapport de M. le conseiller Cauchy et sur les conclusions conformes du même avocat général, plaidant M^e Mimerel, du pourvoi du sieur Toussaint.

OBLIGATION. — PREUVE. — GESTION D'AFFAIRES. — MOTIFS.

I. Un arrêt qui a refusé d'accueillir une demande en remise de titres, par le motif que le demandeur ne prouvait pas que ses adversaires fussent dans l'obligation d'opérer cette remise, n'a fait qu'appliquer le principe de l'article 1315 du Code Napoléon.

II. Il n'a fait également que donner satisfaction à cet article, en refusant de condamner les défendeurs à payer des intérêts et à fournir un cautionnement qu'on ne justifiait pas avoir le droit d'exiger.

III. Pour invoquer les principes sur la gestion d'affaire, il faut qu'une affaire ait été gérée. Ces principes sont sans application lorsqu'il a été décidé en fait, par les juges de la cause, que la gestion d'affaire dont on réclame les conséquences n'avait jamais existé. Ce motif, indépendamment de ce qu'il justifie la décision au fond, remplit en-

core le vœu de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, sur la nécessité de motiver les jugements et arrêts.

Rejet, au rapport de M. le conseiller Brière-Valigny et sur les conclusions conformes du même avocat général, plaidant M^e Ambroise Rendu, du pourvoi des époux Lioret.

Ultra petita. — DEMANDE NOUVELLE. — CANAL. — DÉRIVATION. — COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE LYON À LA MÉDITERRANÉE.

I. et II. Une Cour impériale (celle de Grenoble), en jugeant que la compagnie du chemin de fer de Lyon à la Méditerranée n'avait pas le droit de faire passer dans le canal qu'elle avait fait établir pour l'utilité particulière d'un propriétaire voisin que ses travaux avaient privé de moyens d'irrigation, les eaux qu'elle était tenue de fournir à un autre propriétaire qui en était dépourvu par la même cause, n'a pas statué *ultra petita*, alors qu'il est établi que le premier de ces propriétaires avait toujours réclaté contre cette atteinte portée à son droit. Au surplus, *l'ultra petita* n'est qu'une ouverture de requête civile, et vaine, pour s'en faire un moyen de cassation, chercherait-on dans l'espèce à le rattacher à l'art. 464 du Code de procédure pour prétendre que la Cour d'appel avait statué sur une demande nouvelle et violé ainsi la disposition de cet article. La demande n'était pas nouvelle; car il était établi que, soit devant les premiers juges, soit devant les juges du second degré, l'adversaire de la compagnie avait soutenu que les eaux du canal lui avaient été attribuées pour l'irrigation exclusive de son fonds.

III. La compagnie n'était pas plus fondée à opposer la violation de l'art. 545 du Code Napoléon; car il n'avait pas été prétendu, et l'arrêt n'avait pas jugé, que le canal creusé par la compagnie fût, dans tout son développement, la propriété exclusive de son adversaire; il avait seulement été décidé que les eaux que ce canal conduisait sur le fonds de celui-ci avaient la destination spéciale de servir à son arrosage, et étaient à peine suffisantes pour ses besoins.

Ainsi jugé, au rapport de M. le conseiller Pécourt, et sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général Raynal, plaidant M^e Béchard. (Rejet du pourvoi de la compagnie du chemin de fer de Lyon à la Méditerranée contre un arrêt de la Cour impériale de Grenoble du 26 avril 1856.)

REMPLACEMENT MILITAIRE. — RESPONSABILITÉ DU REMPLACÉ.

Le remplacé n'est pas libéré de la responsabilité dont il est tenu par rapport à son remplaçant par l'expiration de l'année qui s'est écoulée depuis l'acte de remplacement. Il doit justifier, pour être exonéré de cette responsabilité, que le remplaçant n'a pas exercé dans le cours de cette année, (art. 23 de la loi du 21 mars 1832.)

Ainsi le remplacé auquel le ministre de la guerre a signifié, après l'expiration de l'année depuis l'acte de remplacement, la désertion de son remplaçant, avec injonction de satisfaire, de sa personne, à la loi du recrutement, en se présentant sous les drapeaux, ou de fournir un nouveau remplaçant, peut encore obliger la compagnie avec laquelle il a traité à lui procurer ce second remplaçant, s'il est établi que le premier remplaçant avait déserté avant l'expiration de l'année.

En un mot, le remplacé peut, à toute époque, et notamment après l'expiration du délai fixé par l'article 23 du décret précité, être recherché pour le cas d'insoumission du remplaçant qui n'a pas rejoint son corps; autrement il en résulterait, ce qui ne peut pas avoir été dans l'intention du législateur, que la prescription de l'action de l'administration pourrait commencer à courir avant qu'elle pût agir.

Ainsi jugé au rapport de M. le conseiller Nachez et sur les conclusions conformes du même avocat-général; plaidant, M^e Luro. (Rejet du pourvoi du sieur Lassalle et C^e, contre un arrêt de la Cour impériale de Paris du 29 mars 1856.)

COUR DE CASSATION (chambre civile).

Présidence de M. Béranger.

Bulletin du 12 janvier.

STIPULATION AU PROFIT D'UN TIERS. — FOI DUE AU TITRE AUTHENTIQUE. — CAUTION.

La stipulation faite, dans un acte authentique, au profit d'un tiers qui n'a pas figuré en l'acte, est valable, si elle est la condition d'une stipulation que l'une des parties contractantes a faite par elle-même. Spécialement, le mari a pu, dans un acte auquel la femme n'a pas comparu, stipuler valablement, au profit de la femme et pour garantie de sa dot, le cautionnement hypothécaire d'un tiers, partie en l'acte. (Articles 1121 et 1319 du Code Napoléon.)

Si le cautionnement ne porte que sur une partie de la dette contractée par le débiteur cautionné, les paiements faits par ce débiteur doivent s'imputer d'abord sur la portion de la dette non cautionnée. (Articles 2011 et 2021 du Code Napoléon.)

Cassation, au rapport de M. le conseiller Moreau (de la Meurthe) et conformément aux conclusions de M. le premier avocat-général de Marnas, d'un arrêt rendu sur renvoi après cassation, le 9 mai 1855, par la Cour impériale d'Agen. (Dame Vernet contre époux Eyraud et autres. — Plaidant, M^e Marmier)

EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE. — POURVOI. — DÉLAI. — CONCESSIONNAIRES DE TRAVAUX PUBLICS.

Lorsque des concessionnaires de travaux publics ont été substitués à l'administration dans des poursuites d'expropriation nécessaires à l'exécution des travaux, c'est aux concessionnaires et non au préfet que doit être notifié le pourvoi dirigé par un exproprié contre la décision du jury qui détermine l'indemnité.

En conséquence, l'exproprié qui n'a pas notifié en temps utile aux concessionnaires doit être déclaré déchu de son pourvoi, encore qu'il ait, dans le délai, notifié au préfet.

Le délai de huitaine, dans lequel la notification doit être faite, ne comprend pas le *dies a quo*, mais comprend le *dies ad quem*; la notification d'un pourvoi formé le 5 est donc tardive si elle n'a été faite que le 14.

Arrêt rendu au rapport de M. le conseiller Renouard et conformément aux conclusions de M. le premier avocat-général de Marnas, qui déclare les époux Lebâtard déchu d'un pourvoi par eux dirigé contre une décision du jury d'expropriation de la Seine, du 21 juin 1856, et deux ordonnances du magistrat directeur, des 20 et 21 juin, rendues au profit de la compagnie du chemin de fer de l'Est. (Plaidants, M^e Mauclet et Paul Fabre.)

COUR IMPÉRIALE DE PARIS (2^e ch.).

Présidence de M. Eugène Lamy.

Audience du 8 janvier.

CHEMINS DE FER DE L'EST. — TRAITÉS PARTICULIERS. — ÉGALITÉ D'AVANTAGES. — ABAISSEMENT DE TARIFS. — REMISE DE 10 POUR 100. — CONDITION DE FORT TONNAGE. — DROIT DE CHARGEMENT. — PERMIS DE CIRCULATION.

I. Les traités particuliers faits par les compagnies de chemins de fer avec les expéditeurs doivent être exécutés avec tous les avantages qu'ils comportent au profit de ces derniers, nonobstant les réductions de prix résultant des tarifs généraux survenus pendant le cours des traités.

II. Ces traités ne peuvent cesser d'avoir effet qu'autant que les avantages promis aux expéditeurs seraient devenus la règle générale, au moyen de tarifs homologués par l'autorité.

III. A défaut de traités particuliers, tout expéditeur peut réclamer les avantages qui auraient été concédés à des tiers en se soumettant aux conditions qui en sont la compensation et le prix.

IV. La dispense de condition de fort tonnage accordée par la compagnie du chemin de fer à un expéditeur profite à tous les expéditeurs qui ont traité dans les mêmes conditions que lui.

La perception des taxes qui doit, aux termes de la loi de 1842 sur les chemins de fer, être faite indistinctement et sans faveur, a donné naissance à deux systèmes contraires.

Le premier proclame l'égalité et exige que tous les expéditeurs paient la même taxe, à l'exception toutefois des entreprises du transport par terre ou par eau, avec lesquelles les compagnies de chemins de fer peuvent consentir des traités de faveur ou de réduction de taxe, sous la condition d'obtenir du ministre une autorisation spéciale et préalable. (V. l'arrêt rendu par la 1^{re} chambre de la Cour de Paris, sous la présidence de M. le premier président Delangle, le 18 février 1856.)

Le second système permet un abaissement de taxe à raison soit du tonnage ou chargement fourni, soit de la renonciation à user de toute autre voie de transport. (V. Rouen, 26 juin 1856.)

Ces deux systèmes qui divisent la jurisprudence constituent la lutte assez vive qui existe depuis quelques années entre les compagnies de chemins de fer et l'industrie.

Par un traité passé le 19 mars 1850 entre la compagnie de l'Est et le sieur Marc, négociant à Château-Thierry, ce dernier s'est engagé à confier au chemin de fer de l'Est tous ses transports de grains et farines, sous la condition notamment que si la compagnie faisait à d'autres expéditeurs des conditions meilleures, le sieur Marc serait appelé à jouir des mêmes avantages; les autres conditions étaient 1^o que le prix du transport serait de 9 centimes par kilomètre et par tonne; 2^o que l'expéditeur se réservait de charger et décharger ses marchandises; 3^o que si le tonnage d'une année dépassait 3,600 tonnes, il serait fait déduction de 10 p. 100 sur les prix perçus.

Par ce traité, la compagnie faisait une réduction de 16 à 9 centimes; mais, en 1851, elle a fait, par des traités particuliers, descendre cette réduction à 8; en 1852, un nouveau tarif a établi les prix à 8, 7 et 6 centimes; en 1853, à raison des circonstances exceptionnelles, les grains et farines n'ont plus payé que 5 centimes, plus un droit de chargement et déchargement; enfin, en 1854, on est revenu au tarif de 8, 7 et 6 centimes.

M. Marc ayant appris qu'outre les avantages résultant des tarifs généraux et des traités particuliers, la compagnie avait accordé à divers expéditeurs, ayant traité dans des conditions semblables, des permis gratuits de circulation, et la détaxe du dixième sans condition de tonnage, a formé contre la compagnie de l'Est une demande tendant à obtenir 1^o 3,200 fr. pour lui tenir lieu des permis de circulation qui lui avaient été refusés; 2^o une détaxe de 10 p. 100 sur l'importance des marchandises par lui expédiées, sans condition de fort tonnage; 3^o la restitution des droits de chargement et déchargement perçus par la compagnie en contravention à la stipulation du traité.

Malgré la résistance de la compagnie, le Tribunal de commerce a accueilli cette demande par jugement rendu à la date du 10 décembre 1855, et ainsi conçu:

« En ce qui touche le permis de circulation et la détaxe de 10 p. 100 :

« Attendu que la compagnie prétend à tort établir une distinction entre les divers expéditeurs à raison du lieu de leur domicile; que la similitude des avantages qui leur ont été concédés a eu pour base essentielle les quantités transportées; que Marc se trouve donc, au regard de la compagnie, au même et semblable état que les sieurs Gatellier et Caillaux, qui avaient également traité à raison de leurs transports avec la compagnie défenderesse;

« Que des litiges s'étant élevés entre Gatellier et Caillaux d'une part, et la compagnie de l'Est d'autre part, sur l'interprétation des conventions respectivement intervenues, ces litiges ont été définitivement tranchés par arrêts de la Cour impériale; que ces arrêts ont attribué à Gatellier un permis de circulation, ce permis lui ayant été originairement délivré comme il l'a été à Marc, et faisant d'ailleurs une des conditions du traité;

« Attendu que les explications fournies au Tribunal établissent que la détaxe de 10 p. 0/0 a été accordée à Gatellier et Caillaux, notamment à ce dernier, sans qu'il ait atteint la quantité de 3,600 tonnes pour son transport, condition imposée à Marc pour qu'il pût jouir de la détaxe;

« Attendu que les conditions relatives au permis de circulation et à la détaxe, dont il est constant que Gatellier et Caillaux ont profité, doivent également bénéficier à Marc, qui de fait jouit des conditions meilleures attribuées aux autres expéditeurs; que les hésitations qu'aurait manifestées Marc au point de vue de l'exercice de ses droits ne sauraient en rien invalider la légitimité de ses réclamations;

« En ce qui touche les offres de la compagnie :

« Attendu que la compagnie de l'Est fait offre à Marc de lui faire compte pour ses expéditions sur le pied des tarifs réduits, mais que ces tarifs ne sauraient comprendre l'application des frais de chargement et de déchargement, frais que Marc a dû subir sous l'empire des exigences de la compagnie dans l'intérêt de ses expéditions; qu'il y a lieu toutefois, sans s'arrêter à la tarification administrative de 1 fr. 30 c., de faire compte à la compagnie de ses peines et soins; qu'il y a donc lieu, pour le règlement du compte relatif aux offres faites, de renvoyer les parties devant arbitre rapporteur, etc.;

« Déclare les offres de la compagnie de Strasbourg insuffisantes; la condamne à payer à Marc 3,200 fr. pour permis de circulation; 2^e 3,338 fr. pour détaxe, avec les intérêts de droit. Renvoie les parties devant arbitre rapporteur, pour le compte relatif à l'application des tarifs, procéder à toute instruction nécessaire, et établir les droits de la compagnie relativement aux chargement et déchargement, etc. »

Appel par la compagnie des chemins de fer de l'Est. M^e Rivière a développé les moyens à l'appui de cet appel.

M^e Dutard, au nom du sieur Marc, a combattu les prétentions de la compagnie de l'Est.

La Cour, sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général Moreau, a statué en ces termes :

« En ce qui touche l'abaissement du prix du transport, la remise de 10 p. 100 et le droit de chargement et de déchargement des marchandises :

« Considérant que, suivant conventions du 15 mars 1850, Marc s'est engagé à remettre exclusivement au chemin de fer de l'Est toutes ses expéditions de grains, farines, etc., adressées des différents points de la ligne aux différentes stations; que le prix du transport a été fixé à 9 cent., avec condition que Marc profiterait des abaissements de tarifs au-dessous de ce prix;

« Qu'il a été en outre stipulé que Marc chargerait et déchargerait directement ses marchandises, et que si le tonnage d'une année dépassait 3,600 tonnes, il lui serait fait une diminution de 10 p. 100 sur les prix qui auraient été perçus d'après les bases sus-indiquées;

« Considérant qu'à moins de décisions de l'autorité qui, conformément à l'article 70 du cahier des charges, auraient neutralisé cette convention en généralisant les différents avantages au profit de tous expéditeurs, elle devait recevoir son effet sous tous les régimes d'abaissement de tarifs qui surviendraient pendant la durée du traité; qu'en conséquence il a dû en être ainsi pour la réduction à 08 c. de 1851, pour celle à 08, 07, 06 de 1852, pour celle à 05 de 1853, enfin pour le retour au tarif de 08, 07, 06 en 1854, lesquelles réductions ou modifications ayant été soumises à l'homologation ministérielle constituait un tarif général;

« Qu'en vain, à l'égard de la réduction à 05 c., la compagnie prétend que le nouveau tarif avait annulé les traités particuliers; que le contraire ressort avec la dernière évidence de la correspondance engagée entre elle et le ministère des travaux publics;

« Que, sous ce rapport, la circulaire par elle adressée à tous ses traitants, notamment à Marc, s'écarterait de l'exactitude des faits; qu'il résulte en effet de cette correspondance, que la compagnie s'était bornée, le 13 septembre 1853, à solliciter la suspension des traités particuliers pendant la durée du tarif à 05 c., le ministre, par sa lettre du 19 septembre, rejeta cette proposition et invita la compagnie à lui soumettre un projet de tarif dont l'application générale pourrait remplacer les traités particuliers; mais que la compagnie, sans donner suite à cette ouverture, quant au tarif exceptionnel de 03 c., se contenta de demander l'homologation du tarif qui fut publié le 10 janvier 1854, et qui devait succéder à celui de 05 c.;

« Considérant qu'à l'égard de ce troisième tarif, la compagnie n'est pas mieux fondée à soutenir qu'il a eu pour résultat d'annuler les marchés privés;

« Que d'abord, indépendamment de ce qu'il est muet sur ce point, il résulte d'une lettre du ministre datée du 8 décembre qu'il n'entendait pas intervenir entre les expéditeurs et la compagnie à propos des marchés existants, en donnant légalement à ce tarif une pareille extension;

« Qu'en second lieu, ce tarif n'aurait pu annuler les effets des conventions particulières qu'autant qu'il aurait généralisé non-seulement le chiffre des prix y portés, mais encore tous les autres avantages qui font partie de ces conventions, tels que la détaxe de 10 pour 100, l'affranchissement du droit de chargement et de déchargement, etc.;

« Considérant, au surplus, que les traités conclus par la compagnie de l'Est avec des particuliers non entrepreneurs de transports, dans les limites de la faculté à elle laissée par l'article 70 du cahier des charges et affranchis à ce titre de l'application préalable de l'administration, n'ont rien de contraire au principe d'égalité consacré par le même article, puisqu'il dépend de l'administration, à qui tous les traités privés sont dénoncés, de rétablir l'égalité en en généralisant les dispositions, et qu'à son défaut tout expéditeur peut en réclamer le bénéfice en se soumettant aux conditions qui en sont la compensation et le prix;

« Considérant enfin qu'aux termes de son traité, Marc doit profiter de tous les avantages accordés à d'autres expéditeurs;

« Considérant qu'il est justifié que Caillaux et Gatellier ont obtenu de la compagnie des traités identiques au sien, et ont conservé, en vertu de décisions souveraines exécutées par elle, le droit de cumuler, avec la participation à tous les abaissements de tarifs depuis 1850, la détaxe de 10 pour 100 et la dispense du droit de chargement et de déchargement;

« Qu'à la vérité Marc ne paraît pas avoir dépassé ni même atteint par ses transports annuels le chiffre de 3,600 tonnes; mais qu'il résulte des faits et documents de la cause que, à l'égard de Gatellier, une stipulation particulière a dérogé à la clause pareille de son traité, et l'a affranchi de la condition du fort tonnage;

« Adoptant au surplus les motifs des premiers juges;

« En ce qui touche le permis de circulation :

« Par les motifs qui précèdent, et adoptant au surplus les motifs des premiers juges;

« En ce qui touche le compte ordonné :

« Adoptant les motifs des premiers juges;

« Confirme. »

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE.

Présidence de M. George.

Audience du 12 janvier.

33,300 FRANCS DE BILLETS DE BANQUE BRULÉS PAR UN FEU. — SUICIDE. — DEMANDE EN PAIEMENT PAR LES HÉRITIERS CONTRE LA BANQUE DE FRANCE. — REPRÉSENTATION DES FRAGMENTS D'UNE PARTIE DES BILLETS BRULÉS. — CURIEUX DÉTAILS.

La Banque de France n'est pas tenue au paiement de ses billets brûlés, lorsque les fragments qui en sont représentés ne portent pas les caractères nécessaires pour reconnaître leur sincérité.

M^e T...nadre, agrégé des héritiers Lavergne, expose

ainsi les faits de cette singulière affaire :

M. Lavergne, capitaine en retraite, officier de la Légion d'honneur, habitait Tours depuis vingt ans; il avait poussé jusqu'aux dernières limites la misanthropie et l'avarice; riche de 60,000 francs de rentes viagères, il vivait dans la misère; ses facultés intellectuelles étaient profondément altérées, et dans la ville de Tours il passait pour fou; à plus grande préoccupation était la crainte de laisser sa fortune à sa femme dont il vivait séparé, ou à ses héritiers. C'est dans cette vue qu'il avait placé presque toute sa fortune en rentes viagères. Il avait lu dans le journal le Siècle du 15 juillet 1838 l'histoire d'un riche Anglais d'Exeter qui, après avoir brûlé ses bank-notes et avoir jeté toutes ses guinées dans un étang, s'était jeté à l'eau et s'était noyé; depuis cette époque, il ne parlait plus qu'Exeter; les notes nombreuses qu'il a laissées et qui dénotent le dérangement de son esprit exaltent la fin tragique de cet Anglais. Il était depuis près de vingt ans dans ces dispositions d'esprit, lorsque, dans la nuit du 26 au 27 juin, il met fin à ses jours en se brûlant la cervelle. Le commissaire de police de Tours, appelé à constater les différentes circonstances de ce suicide, déclare dans son procès-verbal, après avoir décrit l'état du cadavre, qu'il a trouvé dans différents meubles, tant en or qu'en argent, 6,732 fr. 35 c., plus des pièces étrangères, et dans la cheminée de sa chambre à coucher un paquet de billets de banque aux trois quarts consumés, qu'il les a recueillis dans une boîte ainsi que les cendres. Une note trouvée sur une table de la même chambre était ainsi conçue :

Table with 2 columns: Description of assets and their values. Includes 'Ma situation financière au 20 juin 1835', '27 billets de 1,000 fr.', 'A brûler', 'En or', 'En argent', and a total of 40,380 fr.

C'est dans ces circonstances que les héritiers de M. Lavergne ont réclamé à la Banque de France le paiement des 33,300 francs, qui ont été évidemment détruits par le feu, en lui présentant les fragments des billets brûlés; le comité des billets, sur le rapport de M. Samson Davillier, a rejeté cette demande par ces deux raisons que les indices de reconnaissance étant absents ou incomplets sur les billets, il était impossible d'opérer la décharge de ces billets sur les livres d'ordre, et que le porteur des parties marquées aurait droit au paiement immédiat.

M. Tournadre discute ce rapport et soutient que les circonstances graves, précises et concordantes de la cause démontrent jusqu'à l'évidence que les billets de banque qui étaient en la possession du sieur Lavergne ont été brûlés, qu'il n'y a pas à craindre que d'autres parties de ces billets puissent se trouver en d'autres mains, et que les fragments et les cendres représentés recueillis par le commissaire de police dans les circonstances ci-dessus relatées suffisent pour établir la propriété entre les mains des héritiers.

M. Bordeaux, agréé de la Banque de France, s'exprime en ces termes :

La Banque de France, autorisée par les lois qui l'ont instituée à émettre des titres au porteur, ne peut être tenue aux remboursements qui lui sont demandés que contre la représentation et la remise du billet intégral qu'elle a émis. En effet, la représentation intégrale du billet peut seule permettre de reconnaître la sincérité du titre qui est produit, empêcher toute confusion et doubles emplois avec des porteurs de divers fragments du même titre, et amener la décharge et l'annulation du billet mis en circulation.

Si la Banque, par tolérance et dans l'intérêt du commerce, consent à rembourser sur de simples fractions de titres, il lui appartient de déterminer la portion du billet qui lui est nécessaire pour en opérer la décharge et en reconnaître la sincérité et de fixer la garantie à laquelle elle a droit.

Le comité des billets, en rejetant la réclamation des héritiers Lavergne, a statué dans les limites de ses pouvoirs et de ses attributions.

Les héritiers Lavergne ne produisent aucuns fragments de ces cendres pour vingt-quatre billets, et les fractions qui restent des neuf autres ne présentent ni les numéros, ni les séries qui pourraient établir l'identité des billets, ni même les marques et empreintes qui pourraient constater leur sincérité.

La Banque ne saurait donc à aucun titre être tenue d'effectuer le remboursement qu'ils demandent.

Le Tribunal a rendu le jugement suivant :

« Attendu que les fragments produits par les héritiers Lavergne ne présentent pas les caractères nécessaires pour reconnaître la complète sincérité des titres; qu'en conséquence, aussi bien dans l'intérêt des tiers que dans celui de la Banque, il n'y a lieu de faire droit à la demande; »

« Par ces motifs, déclare les héritiers Lavergne non recevables dans leur demande, et les condamne aux dépens. »

JUSTICE CRIMINELLE

COUR IMPÉRIALE DE PARIS (ch. correct.)

Présidence de M. Zangiacomi.

Audience du 13 janvier.

ADULTÈRE COMMIS HORS DU DOMICILE CONJUGAL. — DÉNONCIATION DU DÉLIT PAR LA FEMME DU COMPLICE, EN L'ABSENCE DE TOUTE PLAINTE DU MARI DE LA FEMME ADULTÈRE.

Le délit d'adultère peut-il être poursuivi contre la prévenue et son complice, lorsque la constatation du flagrant délit a eu lieu d'abord en l'absence de toute plainte du mari de la femme adultère, et seulement sur la dénonciation de la femme du complice, quand les faits constatés ont eu lieu hors du domicile conjugal, la plainte du mari outrage n'étant intervenue que plus tard au cours de l'instruction correctionnelle?

La réconciliation de la femme adultère avec son mari et le désistement de celui-ci, constaté par acte notarié, après le jugement de condamnation rendu contre les deux prévenus, et après l'expiration des délais d'appel, sans que la femme ait usé du bénéfice de la loi, profite-t-elle au complice ayant interjeté un appel régulier, et celui-ci peut-il l'invoquer en appel comme ayant éteint toute action et toute poursuite contre lui?

L'affaire qui a donné lieu à l'examen par la Cour des questions ci-dessus posées se présentait dans des circonstances véritablement singulières. Ordinairement, et aux termes d'ailleurs de l'art. 336 du Code pénal, la dénonciation du fait d'adultère ne peut être faite que par le mari seul. Ici c'est une femme, M^{me} Lavigne, qui, après vingt-neuf ans de mariage paisible et arrivée à un âge où d'ordinaire les passions ne font plus sentir leur turbulente influence, nute par la jalousie et après avoir intéressé à son sort les autorités municipales de la commune voisine de sa propre résidence, s'avise, après avoir formé une demande en séparation de corps contre son volage époux, d'aller trouver un soir le maire et l'adjoint de la commune de Boissets, arrondissement de Mantes (Seine-et-Oise), en les sommant de l'accompagner jusqu'à la demeure d'une dame Boutry, à l'effet de constater que M. Lavigne est, à ce moment même, dans la maison de cette femme Boutry et conversant criminellement avec cette dernière.

On se rend, en effet, sur cette réquisition, à l'endroit indiqué; M. le maire somme par trois fois la femme Boutry d'ouvrir sa porte, au nom de la loi; pas de réponse; mais tout à coup une fenêtre s'ouvre et un homme, qui semble n'être vêtu que de sa chemise, s'élançe par là dans la campagne. Une main l'arrête un instant par le bord de son vêtement flottant: c'est la main même de M^{me} Lavigne, qui s'écrie: « Tu ne diras pas que tu n'y vas pas;

le voilà pris! » et l'individu en question, reconnu pour être M. Lavigne, continue à travers champs sa course nocturne un moment interrompue.

Procès-verbal est soigneusement dressé par M. le maire de tous ces incidents et porté au parquet du Tribunal de Mantes. Mais M. le procureur impérial fait alors observer que la dénonciation et la plainte du mari sont absolument nécessaires en pareille matière pour que l'instruction et la poursuite puissent avoir lieu. On se met donc à la recherche du mari silencieux; mais, depuis quinze ans, ce mari avait abandonné la femme Boutry, son épouse, dont il ignorait complètement la prétendue culpabilité, et ce n'est qu'après de nombreuses et minutieuses recherches qu'on parvient à le découvrir. Amené au parquet, il se décide, sur les explications qui lui sont données, à signer une plainte fondée sur les constatations du procès-verbal rédigé par les autorités de la commune de Boissets. Désormais le parquet de Mantes croit pouvoir suivre régulièrement, et, à la date du 24 octobre 1856, intervient un jugement qui condamne M^{me} Boutry et M. Lavigne, son complice, à chacun un mois d'emprisonnement. M^{me} Boutry laisse expirer les délais d'appel sans se pourvoir contre ce jugement, frappé d'appel, au contraire, par le sieur Lavigne.

Quelque temps après, le 12 novembre 1856, le mari qui s'était si tardivement décidé à se considérer comme outragé, paraît revenir sur cette opinion, ou tout au moins se sent tout à coup ému par une inspiration de clémence; il se rend au greffe, et là déclare qu'il entend qu'on ouvre à sa femme les portes de la prison, et, circonstance singulière à ajouter à toutes les singularités de cette affaire, malgré la résistance de la femme qui, indignée, protestant de son innocence, veut repousser le pardon de son mari, on met en liberté M^{me} Boutry. M. Boutry ne s'en tient pas là. Il va chez M^e Voland, notaire à Mantes, et lui déclare dans les formes qu'il comparait pour dresser acte du désistement et du retrait qu'il entend faire de toute plainte et poursuite en adultère, tant à l'égard de sa femme qu'à l'égard du sieur Lavigne, voulant que celles faites soient considérées comme nulles et sans effet.

Devant la Cour, M^e Breulier se présente pour M. Lavigne, et déclare tout d'abord qu'avant même de discuter au fond la question de savoir si les faits relevés contre son client constituent le flagrant délit et peuvent servir de fondement à une condamnation pour complicité d'adultère, il entend s'armer, dans l'intérêt du sieur Lavigne, des actes de réconciliation et de désistement qui ont eu lieu, de la part du sieur Boutry, à la date du 12 novembre dernier, et exciper même de l'irrégularité de la constatation qui a servi de base à la poursuite.

En effet, dit M^e Breulier, M^{me} Lavigne n'avait aucun droit à dénoncer et faire constater un prétendu délit d'adultère, alors que les faits avaient lieu hors du domicile conjugal. Cela résulte clairement des termes de l'article 339 du Code pénal qui ne punit l'adultère du mari que dans le cas seulement où il a entretenu une concubine dans la maison conjugale. M^{me} Lavigne, en ce qui concerne M^{me} Boutry, avait encore bien moins qualité pour dénoncer et faire rechercher les faits imputables à cette dernière, puisque l'adultère de la femme est un délit privé, qu'il n'appartient qu'au mari de faire connaître et poursuivre aux termes de l'article 336 du même Code pénal. Les autorités municipales se sont donc étrangement trompées sur leur compétence et sur le rôle qu'on leur faisait jouer en cette circonstance. Elles se sont laissées pousser à produire illicitement un scandale inutile et regrettable. La jurisprudence et la doctrine (v. Leveau, t. 1, p. 43; Mangin, Chauveau-Hélie; et arrêt de Poitiers du 4 février 1837, Journal du Palais, 1842, 2, p. 373) sont d'accord pour proclamer que le ministère public ne peut diriger d'office des poursuites pour délit d'adultère dans le cas même où il y aurait scandale public, et que l'action du ministère public, étant subordonnée à la dénonciation du mari, ne peut porter que sur les faits compris dans cette dénonciation, et que la poursuite ne peut comprendre des faits antérieurs à ceux indiqués dans la plainte du mari et découverts pendant l'information.

Dans la cause, peu importe la plainte signée par le mari dans les circonstances que l'on connaît, au moins après le procès-verbal constatant le prétendu flagrant délit qui a servi de base à l'information, à la poursuite et à la condamnation. Cette base manque; la dénonciation, la constatation étaient nulles; tout ce qui a suivi, tout ce qui s'y est appuyé, est nul aussi.

Une seconde fin de non-recevoir s'élève d'ailleurs, ajoute M^e Breulier, contre la continuation des poursuites. Le mari a pardonné à sa femme; il s'est même régulièrement désisté tant à l'égard de celle-ci que vis-à-vis du sieur Lavigne. Or, la jurisprudence de la Cour de cassation (les arrêts sont nombreux en ce sens), admet que la réconciliation du mari et de la femme, même après la condamnation prononcée contre celle-ci pour adultère, profite à son complice, et met désormais obstacle absolu à toute poursuite contre lui.

Mais on a voulu, je le sais, établir une distinction et ne donner cet effet à la réconciliation que dans le cas où la femme n'avait pas encore laissé expirer les délais d'appel sans se pourvoir contre le jugement qui l'avait condamnée; mais que la réconciliation ne pouvait plus profiter au complice du moment que la condamnation était devenue définitive à l'égard de la femme. Je repousse cette distinction par les graves motifs que font valoir MM. Chauveau-Hélie (Théorie du C. p., t. 6, p. 230); je la repousse avec le dernier arrêt de cassation du 9 février 1839, dont on a voulu vainement restreindre la portée, et qui, dans une espèce où la femme ne s'étant pas pourvue contre le jugement de condamnation qui avait repoussé l'exception de réconciliation proposée en première instance par la femme et par son complice, a néanmoins décidé que cette réconciliation, dont l'existence avait été reconnue en fait par les juges du second degré, sur l'appel interjeté par le complice, devait profiter à ce dernier et faire obstacle à toute poursuite contre lui.

Au fond, M^e Breulier, pour le cas où la Cour n'admettrait pas ces deux fins de non-recevoir, discute les faits constatés par le procès-verbal en question et les témoins; selon lui, ces faits ne constituent nullement le flagrant délit tel que l'exige la loi et la jurisprudence à l'égard du complice de l'adultère. Ces faits doivent être de telle nature et tellement précis, dit le défenseur de M. Lavigne, qu'en cette matière, nos jurisconsultes les plus modernes, au nombre desquels le savant M. Bedel, ont été obligés de parler latin. Il faut, en effet, que les coupables soient trouvés solus cum sola, etc., etc.

La Cour, malgré les efforts de la défense, a rejeté les deux fins de non-recevoir proposées, et se fondant sur ce que la plainte signée par le mari avait suffi pour légitimer les poursuites, sur ce que la condamnation était fondée non seulement sur les constatations du procès-verbal dénoncé, mais encore sur les dépositions des témoins entendus à l'audience; considérant, en outre, que le jugement de condamnation avait acquis force de chose jugée à l'égard de la femme, lorsqu'est intervenue la réconciliation dont excipe Lavigne; que cet acte ne peut dès lors profiter au complice; qu'enfin, le flagrant délit résultait suffisamment des faits relevés, a confirmé la décision des premiers juges.

II^e CONSEIL DE GUERRE DE LA DIVISION D'ALGER.

Présidence de M. le lieutenant-colonel Schmidt, du 68^e de ligne.

Audience du 15 décembre.

VENÉTTA ARABE. — LE PRIX DU SANG REFUSÉ.

Accusé d'un assassinat dont il ne se défend pas, un indigène qui, depuis longtemps, sert sous le drapeau de la France, un soldat du corps des spahis, comparait devant le Conseil de guerre.

Abdallah-ben-Miloud est de taille moyenne, mince et nerveux. Une barbe noire et rare fait ressortir la blancheur mate de son visage aux traits fins et accentués. Calme sans affectation, il semble n'éprouver aucune inquiétude sur l'issue du débat qui va s'ouvrir.

C'est que, loin de se croire coupable d'un crime, Abdallah pense avoir accompli un devoir naturel en se faisant justice lui-même, en immolant le meurtrier qui avait versé le sang de son frère.

Quoique marié, l'un des frères d'Abdallah passait pour entretenir une liaison criminelle avec la femme d'un homme de la même tribu, Kheilil-ben-Maklouf. Vrais ou faux, ces bruits devaient avoir un résultat fatal. Pour punir un outrage mortel dans les idées arabes, l'époux offensé tua le séducteur doublement adultère qui fut trouvé sans vie près de sa tente.

Sur la plainte de la famille Ben-Miloud, qui réclame le châtiement du meurtrier, celui-ci est d'abord arrêté et conduit au bureau arabe d'Aumale. Interrogé, il avoue hautement sa terrible action en soutenant qu'il a surpris sa victime en flagrant délit. La sincérité de sa déclaration est appuyée de nombreux témoignages et surtout de celui de sa femme elle-même, qui, par crainte ou par respect pour la vérité, est d'accord sur tous les points avec le mari dont elle a souillé l'honneur.

Le cas d'excuse légale paraissant établi, le chef du bureau arabe ne crut pas devoir déférer à la justice le meurtrier commis par Ben-Maklouf et décida que celui-ci paierait la dia ou prix du sang à la famille du mort. Mais cette espèce de transaction, en usage chez les tribus arabes, ne fut pas acceptée par les frères de Ben-Miloud, et, sur leur refus, le montant de la dia resta déposé entre les mains du cadi, comme représentant et tuteur légal de l'enfant dont la femme du défunt était enceinte.

Irrités de cette décision, qu'ils regardaient comme un déni de justice, les frères Ben-Miloud résolurent de se venger par leurs mains, s'ils ne pouvaient obtenir autrement le châtiement du coupable. Le spahi Abdallah, surtout, ne dissimulait pas ses projets homicides, dans le cas où, malgré ses instances, Ben-Maklouf ne serait pas l'objet d'une poursuite criminelle.

Deux mois pourtant se passèrent avant que l'effet suivit la menace. Doué d'une froide énergie, Abdallah attendait sans doute une occasion favorable qui devait, tôt ou tard, se présenter.

Un dimanche, au marché, le spahi aperçoit son ennemi, dont il surveille les démarches. Ben-Maklouf part à cheval pour regagner sa tente. Bien monté, Abdallah, qui n'a pas perdu de vue l'objet de sa haine, le suit à distance. Arrivé à un endroit solitaire où il n'a pas à craindre de témoins, il se précipite sur ses traces, le poursuit, l'atteint et le renverse d'un coup de sabre, puis met pied à terre, terrasse de nouveau Ben-Maklouf, qui s'est relevé, et ne cesse de frapper jusqu'à ce que le malheureux ne soit plus qu'un cadavre immobile.

Après avoir exercé ces horribles représailles, cet homme n'éprouve ni remords ni crainte. Sans essayer le sang dont son arme est trempée, Abdallah satisfait remonte tranquillement à cheval, et, avec l'impassible fierté de l'homme qui vient de remplir un devoir, il se rend au bureau arabe pour y annoncer la mort de Ben-Maklouf et s'en déclarer l'auteur.

Depuis ce moment, dans l'instruction comme devant le conseil, le langage de l'accusé n'a jamais varié. Un seul témoignage s'élève contre lui, c'est le sien. Nul autre œil n'a vu tomber Ben-Maklouf sous les coups de son bourreau, nulle oreille n'a entendu les cris de la victime.

Cet homme, dit Abdallah, avait assassiné mon frère. Respectant vos lois, confiant dans votre justice, j'ai demandé en vain que le meurtrier fût traduit devant elle; on m'a offert le prix du sang, j'ai repoussé l'indigne marché qu'on me proposait et que votre loi n'admet pas. Chez vous, le crime ne saurait acheter l'impunité, et pourtant, vous m'avez refusé cette justice que vous faites à tous. Alors, j'ai dit: Il faut tuer Ben-Maklouf, pour que les Français nous jugent tous les deux.

Dans sa logique bizarre, le spahi semble imbu de cette idée fixe qu'il est impossible de le condamner pour avoir tué un homme coupable lui-même d'un meurtre que la justice n'a pas poursuivi.

En présence des aveux formels de l'inculpé, l'instruction devait marcher rapidement, et dès le 30 octobre dernier, Abdallah était amené devant le Conseil, alors présidé par M. le lieutenant-colonel de Gondrecourt.

Sans chercher à atténuer la gravité des charges résultant de sa propre déclaration, l'accusé, d'un ton le plus doux, racontait les détails de la scène sanglante dont il avait été le principal acteur. Dans Ben-Maklouf, il a frappé l'assassin impuni de son frère, après avoir en vain demandé justice. Il a refusé le prix du sang, car ce n'est pas une réparation pécuniaire qu'il voulait, mais la punition du coupable. « Comment, ajoute-t-il, aurais-je pu accepter cet argent sans rougir, et qu'en aurais-je fait? Si je m'en étais servi pour avoir un mulet, celui qui m'aurait vu passer aurait dit: « Voyez Abdallah monté sur le sang de son frère. » Si j'en avais acheté un cheval, on aurait dit: « Voici Abdallah qui galope sur l'âme de son frère. » La dia c'est de la justice arabe, et c'est de la justice française que je voulais, cette vraie justice qui venge le sang versé et ne le met pas à prix. »

En présence de l'évidente sincérité de ses déclarations et de la singularité des faits qu'elles révélaient, le Conseil sursit à statuer sur le sort d'Abdallah, et ordonna la comparution de divers témoins pour l'éclairer sur les circonstances qui avaient précédé l'assassinat ou le meurtre commis par l'accusé.

A l'audience du 15 décembre, ces témoins ont été entendus. De leurs dépositions, et notamment de celle de l'officier placé alors à la tête du bureau arabe d'Aumale, il résulte qu'en effet, au commencement de l'année dernière, Ben-Maklouf avait tué le frère d'Abdallah, trouvé en flagrant délit d'adultère avec la femme de son meurtrier. Après avoir acquis, par une information scrupuleuse, la conviction que Ben-Maklouf serait infailliblement acquitté s'il était traduit devant la justice, le chef du bureau arabe, dans la limite de son autorité, a décidé qu'une réparation civile pouvait seulement être imposée suivant l'usage et la loi musulmane au prétendu coupable, dont la famille du mort réclamait vivement la punition. Le montant de cette réparation a été fixé. Abdallah et ses frères n'avaient pas à l'accepter ni à la refuser, car elle devait revenir, non à eux, mais à l'enfant non encore né du défunt.

A ces dépositions qui lui sont traduites, l'accusé répond qu'il a hautement refusé le prix du sang et réclame justice. C'était son droit. Un enfant ne peut ni exiger ni recevoir la dia. Cela regarde les hommes, et d'ailleurs, si l'enfant ou la veuve avaient quelque droit, ce serait encore à lui à l'exercer. Car, tûdê à sa loi, il a acheté, c'est-à-dire épousé, la veuve de son frère, et l'enfant orphelin est devenu son fils. Du reste, il persiste dans ses premières déclarations; s'il a tué Ben-Maklouf, c'est que, n'ayant pu obtenir justice, il a été réduit à se venger lui-même.

Après le réquisitoire de M. le commissaire du Gouvernement, qui a fortement insisté sur la nécessité de réprimer par une juste sévérité, le retour d'actes de vengeance trop fréquents chez les indigènes, M^e Gechter, chargé de la défense, a fait valoir l'enchaînement fatal de circonstances qui a presque invinciblement armé le bras d'un Arabe aux instincts farouches, aux préjugés tout puissants, ignorant de nos lois, incapable de comprendre leurs distinctions rationnelles, mais trop savantes pour ces intelligences simples et bornées. Le sang d'un frère criait contre le meurtrier; Abdallah a entendu cette voix qui demandait vengeance. Il a frappé le coupable, non pas en assassinant

qui guette et surprend sa victime, mais en soldat loyal, en attaque de front son ennemi armé, le combat et l'immolation. Dans ce duel vraiment arabe, dans cette lutte à outrance sans témoins ni merci, où l'un des deux champions devait périr, Abdallah a triomphé; peut-être a-t-il frappé l'adultère déjà renversé et gisant à ses pieds. Mais l'adultère, en serait-il plus coupable? Peut-on lui faire un crime d'ignorer nos usages et nos règles raffinées en pareille rencontre? Sorti vainqueur d'une épreuve où il a exposé sa vie pour venger la mort d'un frère, Abdallah ne peut être flétri, condamné pour un crime qu'il n'a pas commis.

Cette défense a paru produire une impression profonde sur l'auditoire, et le Conseil, après une courte délibération, a prononcé l'acquiescement de l'accusé, qui a montré une complète impassibilité pendant tout le cours des débats, et n'a semblé ni étonné ni joyeux quand il en a connu le résultat.

CHRONIQUE

PARIS, 13 JANVIER.

Nous avons rapporté, dans notre numéro du 6 janvier, le débat existant entre le conseil de surveillance de la société de l'Hippodrome et le directeur-gérant, M. Arnould aîné. Une commission de trois membres a été chargée de demander communication des livres, inventaires, états de caisse au directeur. Celui-ci l'a refusée et a saisi le Tribunal de commerce de la Seine d'une demande en nullité de la délibération qui a institué la commission dont le but a été relaté plus haut; puis, sans vouloir attendre l'issue de cette instance, M. Arnould aîné, sachant qu'une réunion des actionnaires avait été publiquement annoncée et convoquée par le conseil de surveillance, a voulu l'empêcher d'avoir lieu, et il a assigné en référé les membres du conseil de surveillance.

M^e Bujon, son avoué, a exposé que la réunion des actionnaires était prématurée; que le jugement du Tribunal de commerce pouvait la rendre sans objet; et il a conclu à ce que l'ordonnance du président l'ajournât.

M^e Petit-Bergonz, avoué des membres du conseil de surveillance, a soutenu que la convocation était dans le droit de ses clients et régulièrement faite.

M^e Corpel, avoué, s'est présenté pour quelques actionnaires dissidents, et il a conclu également à l'ajournement.

Mais M. le président Benoit-Champy a dit n'y avoir lieu à référé, et a renvoyé les parties à se pourvoir au principal.

C'est aujourd'hui que M^e Dufaure devait prendre la parole devant le Tribunal correctionnel, 6^e chambre, présidée par M. Dubarle, pour présenter la défense de MM. l'abbé Cognat et Dentu dans la plainte en diffamation portée contre eux par le gérant de l'Univers, mais à l'ouverture de l'audience, M^e Josseau, avocat du gérant de l'Univers, a fait connaître que son client se désistait de sa plainte.

Des circonstances faciles à comprendre, a dit M^e Josseau, ont déterminé mes clients à donner leur désistement. La note suivante proposée par un vénérable personnage, à la direction duquel mes clients se sont abandonnés, a été signée hier. Voici les termes de cette note :

M. l'abbé Cognat et MM. les rédacteurs de l'Univers, prenant en considération les conseils bienveillants qui leur ont été donnés, et cédant aux sentiments qui inspirent l'affreuse catastrophe qui a consterné toutes les âmes chrétiennes, renoncent, M. l'abbé Cognat à réimprimer la brochure: l'Univers jugé par lui-même, et MM. les rédacteurs de l'Univers aux poursuites en diffamation dirigées par eux contre l'auteur de cette brochure, ainsi qu'à l'impression des documents préparés pour la cause.

12 janvier 1857. Signé: l'abbé COGNAT; Jean BARRIER, gérant de l'Univers.

Il est de mon devoir, ajoute M^e Josseau, de n'ajouter à cette note aucun commentaire; qu'il me soit seulement permis de remercier le Tribunal de l'attention si bienveillante et si soutenue qu'il a prêtée à l'exposé de la plainte de l'Univers.

M^e Dufaure: M. l'abbé Cognat n'a aussi qu'un mot à dire. Hier encore, M. l'abbé Cognat était décidé à ne pas accepter la déclaration dont on vient de donner lecture, lorsque, dans la soirée, à cinq heures, il a reçu de MM. les vicaires-généraux capitulaires, chargés de l'administration du diocèse de Paris, la lettre suivante :

ARCHEVÊQUE DE PARIS. 12 janvier 1857.

Monsieur l'abbé, Les circonstances douloureuses où nous nous trouvons, et des raisons majeures, nous font un devoir de vous demander positivement, comme vos supérieurs ecclésiastiques, la transaction ci-jointe (suit le texte de la note dont M^e Josseau vient de donner lecture), qui mettra fin au procès pendant entre vous et MM. les rédacteurs de l'Univers.

Nous croyons par là faire un acte utile à l'Eglise et qui rejoindra le cœur des fidèles.

Veuillez agréer, monsieur l'abbé, l'assurance de mes sentiments dévoués, au nom de mes collègues. Signé: BLOUET, vicaire général capitulaire.

Sur cette lettre, reprend M^e Dufaure, M. l'abbé Cognat a cru devoir accepter le désistement de l'Univers.

M. le président: M. l'avocat impérial a-t-il quelque observation à présenter?

M^e Try, avocat impérial. Non, monsieur le président.

M. le président: Monsieur Barrier maintient son désistement?

M. Barrier: Oui, monsieur le président.

M. le président: Le Tribunal donne acte à Barrier de son désistement, donne acte également à M. l'abbé Cognat de son acceptation de ce désistement et condamne Barrier, gérant de l'Univers, aux dépens.

Le Tribunal correctionnel a condamné aujourd'hui: Le sieur Desavoine, commissionnaire en bestiaux, 21, rue du Bon-Puits, à La Chapelle, pour mise en vente de viande corrompue, à six jours de prison et 50 fr. d'amende. — Le sieur Petit, marchand de vins, 112, rue Saint-Victor, pour mise en vente de vins falsifiés, à huit jours de prison et 50 fr. d'amende; — et le sieur Moniot, traiteur, rue du Hasard-Richelieu, 3, pour semblable délit, à 50 fr. d'amende.

Pluie, Buffon, Lacépède nous ont fait connaître les races d'animaux qui couvrent les deux hémisphères; aucun de ces savants, pas plus que les naturalistes leurs successeurs, n'ont parlé du rat à trompe; ce serait aussi vainement qu'on le chercherait parmi les races antédiluviennes retrouvées par la science; le rat à trompe est moderne, il date du séjour des zouaves en Afrique. La plainte en escroquerie portée par M. Triquet contre Giroché, ancien zonave, va nous apprendre ce que c'est que l'animal en question.

Le plaignant: Messieurs, cet individu m'a escroqué 100 francs en abusant indignement de ma confiance. Il sait que je m'occupe beaucoup de géologie, d'antiquités, de sciences naturelles, etc. J'ai des collections de fossiles, de médailles, de coquillages, d'animaux rares, de plantes curieuses; bref, un jour, il arrive chez moi et il me dit: « Monsieur, j'ai une espèce d'animal dont aucun natura-

liste n'a parlé. — Qu'est-ce que c'est, monsieur? — C'est le rat à trompe. — Qu'appellez-vous rat à trompe? — Monsieur (ainsi que la dénomination vous l'indique), c'est un rat qui a une trompe. — Où cela? — Sur le nez, comme un rhinocéros. — Et vous en avez un vivant? — Parfaitement vivant; si vous désirez le voir, vous n'avez qu'à passer chez moi. — Tout de suite, lui dis-je; allons!

Je le suis, impatient de voir cet animal étrange; nous arrivons chez monsieur et il me montre, dans une cage, un gros rat, très vil, très bien portant et qui, en effet, avait sur le nez une espèce d'excroissance mince, longue de deux centimètres environ, velue comme le corps de l'animal, vertébrée et (chose bizarre) plus large au sommet qu'à la base (le contraire de ce qui aurait dû être dans l'ordre naturel). Je demande à examiner ce phénomène; il le prend, me le met dans la main, lui tient les pattes et lui serre le museau, pour que je puisse examiner à mon aise cette trompe extraordinaire. Je me demandais si je n'étais pas dupe d'une mystification; pour m'en assurer, je prends une épinge, je l'enfonce dans la trompe; l'animal jette un cri, se débat, une goutte de sang sort de la piqûre, l'expérience était concluante, c'était bien véritablement une trompe ne faisant qu'un tout avec le rat.

Emerveillé, je demande à cet homme s'il voudrait me vendre son rat; il me répond affirmativement; je lui demande le prix, il me dit: Cinquante francs. Je paie sans marchandier et j'emporte l'animal chez moi; j'invite des amis, des savants à venir le voir: il n'y a qu'un cri d'admiration, j'étais enchanté. Quelqu'un me dit: « Vous devriez vous procurer une femelle; » (c'était un mâle). J'y avais bien pensé, mais n'ayant vu à mon vendeur que le seul rat dont j'avais fait l'acquisition; je ne pensais pas qu'il en eût d'autres; toutefois je me décide à aller voir, et je lui demande s'il lui serait possible de m'avoir une femelle. « Rien de plus facile, me répond-il, j'ai écrit en Afrique, et on m'a envoyé plusieurs autres rats à trompe, dont deux femelles. » A ces mots, il atteint une cage pleine de rats semblables à celui qu'il m'avait vendu; il choisit une femelle que je lui paie 50 fr. comme le mâle, et je l'emporte plus enchanté que jamais.

Je la mets avec mon rat; quelques mois après, voilà la femelle qui a des petits, je les regarde, ils n'avaient pas de trompe; je me dis: « C'est que, sans doute, elle ne pousse que plus tard, comme les dents des éléphants. » J'attends un mois, deux mois, six mois, tous les jours je regardais le nez de mes rats, et la trompe ne poussait jamais. Dans une maison où j'allais quelquefois, je fais connaissance d'un officier qui a longtemps servi en Afrique. « Dites-moi donc, lui dis-je un jour, vous qui avez été en Afrique, connaissez-vous les rats à trompe? — Parfaitement, me répond-il. — Ah! alors, vous allez pouvoir me renseigner. » Là-dessus, je lui conte mon histoire. Voilà ce monsieur qui se met à rire à s'en tenir les côtes. Je me disais: « Bien sûr, j'ai été dupe d'une mystification! » Quand il est calmé, je le prie de m'expliquer le motif de son hilarité. Alors il me raconte ce qui suit.

« Le rat à trompe, me dit-il, n'est pas un être surnaturel; c'est un produit, une invention due aux loisirs de nos zouaves; voici comment il se fabrique: Vous prenez deux rats, vous leur attachez solidement les pattes sur une planchette, le nez de l'un à proximité du bout de la queue de l'autre; avec un canif ou un bistouri vous faites une incision dans le nez du rat qui est derrière, vous mettez à vil le bout de la queue de l'autre rat, et vous la greffez dans l'incision du nez; vous attachez solidement le museau avec le bout de la queue, et vous laissez les deux rats ainsi pendant quarante-huit heures; au bout de ce temps, les chairs vives ont pris et végété ensemble; alors vous coupez à un, ou deux, ou trois centimètres, la queue du rat de devant, auquel vous rendez la liberté; quant à l'autre, vous lui détachez le museau, mais vous le laissez fixe à la planchette et vous lui donnez à manger. Au bout d'un mois au plus, la plaie est parfaitement cicatrisée, et les yeux les plus scrutateurs ne verraient pas trace d'enture; voilà comment il se fait que les enfants de vos rats n'ont pas de trompe; vous avez été trompé. »

Le prévenu, interpellé, avoue, en partageant l'hilarité de l'auditoire, qu'il a fabriqué les rats à trompe, ainsi qu'il vient d'être dit; mais il affirme ne les avoir pas vendus au plaignant comme étant venus au monde avec une trompe. M. le président: Est-ce vrai, monsieur Triquet? Le plaignant: Vous comprenez, monsieur le président, après l'expérience que j'ai faite de la trompe piquée qui saigne et arrache un cri à l'animal, je devais la croire naturelle. M. le président: Enfin le prévenu vous a-t-il dit que c'était une espèce de rat particulier? Le plaignant: Oui, sans doute. Le prévenu: En effet, c'est une espèce particulière. Est-ce que vous en avez quelquelques-uns comme ça? Le Tribunal a jugé que la prévention n'était pas établie, et a renvoyé l'ancien zouave des fins de la plainte.

Séraphine, jeune brodeuse de Nancy, plaît à beaucoup, mais elle n'a pas plu au maître du petit hôtel où elle avait pris gîte, qui la traduit aujourd'hui devant le Tribunal de police correctionnelle sous la prévention de vol. Le maître d'hôtel dépose: Je sais bien que les dames ça ne convient pas dans nos maisons, surtout les jeunes, surtout les jolies, surtout les brodeuses, surtout les Lorraines; mais quand on a des numéros vides (des chambres), on ne peut pas toujours choisir ses locataires. J'ai donc donné mon 3 (chambre n° 3) à mademoiselle, en lui faisant bien la question que ce lit n'était que pour une personne, mais c'est comme si j'avais chanté: Au clair de la lune! Je ne voyais pas entrer les hommes, mais il y en avait toujours, et toujours pas les mêmes, car les voix étaient différentes. Nous coulons ainsi jusqu'au 15 novembre, mais à ce moment devant et avoir un changement de troupe, et les officiers devant venir à la maison: « Allez-vous-en, que je dis à mademoiselle, il n'est que temps; il ne faut pas que demain vous couchiez à la maison. » C'était le 14 novembre que je lui donnais son congé; le 15 au matin, je monte pour faire le 4; après avoir fait le 4, je fais le 3 qui est donc la chambre de mademoiselle, et après avoir fait le 3, je laisse la clé du 4 sur ce 3, sur la commode. Comme j'allais faire le 5, sans penser que j'avais laissé le 4 dans ce 3, on m'appelle en bas

pour des officiers qui arrivaient en masse; je passe une demi-heure avec ces messieurs à leur montrer le 1, le 2, le 6, le 7, le 8, le 9 et le 10, puis en passant devant mon ratelier, je m'aperçois que la clé du 4 n'y est pas. Je monte vite dans le 3 pour prendre le 4, mais la clé n'était plus sur la commode. Mademoiselle était venue dans l'entracte que j'étais avec les officiers, elle avait pris la clé, avait été dans le 4 et y avait pris deux paletots du locataire, M. Mahon, les draps du lit et la pendule. Séraphine: C'est faux, monsieur; j'ai quitté votre maison le matin, et je n'y suis pas rentrée. M. le président: Vous avez une conduite plus que légère, et de là à commettre des indélicatesses, souvent il n'y a pas loin. Séraphine: Pardon, monsieur, pour moi, il y a bien loin; je ne dis pas que je ne connais pas des jeunes gens qui sont dans la broderie, mais ça n'est pas des motifs pour prendre tout ce qu'on dit. Je vous demande un peu si j'aurais pu emporter deux paletots, une paire de draps et une pendule, moi qui ne suis pas plus forte qu'une poule! M. le président: Il y a-t-il d'autres témoins? Le maître d'hôtel: Il y a M. Mahon, qui est donc le locataire du 3. M. Mahon: Moi, je ne sais rien de rien; je pars le matin, je rentre le soir; on me vole deux paletots dans ma chambre; qui ça peut être? je n'en sais rien; qu'on me les paie n'importe comment: voilà tout ce que je peux dire. Le maître du garni: Ça serait drôle que ce serait moi! Séraphine: Cherchez-les vos paletots, je ne sais pas seulement leur couleur. Le Tribunal, en l'absence de toute preuve matérielle, n'a pas trouvé le délit suffisamment établi, et a renvoyé la brodeuse de la plainte.

Bourse de Paris du 13 Janvier 1857. 3 0/0 { Au comptant, D^r c. 67 85. — Baisse « 45 c. Fin courant, — 67 90. — Baisse « 40 c. 4 1/2 { Au comptant, D^r c. 93 —. — Baisse 1 — c. Fin courant, — 93 75. — Baisse « 25 c.

ACHATS ET VENTES DE RENTES et d'actions, placement de fonds en REPORTS SUR valeurs de premier ordre. S'ad. à M. KYSAEUS junior, banquier, place de la Bourse, 10, à la demande de son prospectus. (17002)*

Guillemeau, AU FLAMAND, 125, rue Chartier et C^o, au Flamand, Montmartre. Agrandissements de la maison spéciale de BLANC, toiles, calicots, lingerie, linge de table, trousseaux et layettes; linge confectionné. (17125)*

LA LIGNÉENNE MM. les actionnaires sont convoqués en assemblée générale annuelle pour le 29 janvier présent mois, dix heures précises, rue de Grenelle-Saint-Honoré, 35. Pour faire partie de l'assemblée générale, ils doivent être porteurs de dix actions, qu'ils doivent déposer, trois jours à l'avance, au siège social, rue de la Verrière, 99, contre un récépissé et une carte d'admission qui leur seront délivrés. (17134)

SOCIÉTÉ GÉOPHILE, MONTMARTRE. En exécution de la loi des 17-23 juillet 1836, sur les sociétés en commandite, le gérant à l'honneur de convoquer les actionnaires de la société Géophile en assemblée générale pour le 20 janvier courant, à huit heures précises du soir, au siège social, 161, rue Montmartre, à l'effet d'élire le conseil de surveillance. Pour assister à l'assemblée, il faut être porteur de 1,000 fr. d'actions. (17133)

BAINS DE MONACO MM. les administrateurs de la société anonyme des Bains de Monaco ont l'honneur de prévenir MM. les actionnaires qu'une assemblée extraordinaire aura lieu le lundi 26 du courant, au siège de l'agence, 42, rue Laflitte, à Paris, à deux heures de relevée. MM. les actionnaires qui désirent prendre part à la réunion devront déposer leurs titres, au moins trois jours à l'avance, à la caisse de l'agence. (17129)

SOCIÉTÉ ANGLO-FRANÇAISE DES HUILES SPERMAÏDIQUES. Les actionnaires de la société anglo-française des HUILES SPERMAÏDIQUES ARTIFICIELLES, sous la raison Fullers, Desgrand et C^o, sont convoqués en assemblée générale au siège de la société, à Auteuil, route de Versailles, 29 et 31, pour procéder à l'élection des membres du conseil de surveillance. La réunion aura lieu le 24 du courant, à trois heures de l'après-midi. Les titres devront être déposés la veille. Paris, le 13 janvier 1857. (17134) FULLERS, DESGRAND ET C^o.

JUPONS A INOXIDABLES en toutes étoffes suppriment les crinolines et jupons empesés; faciles à démonter pour le blanchissage. — L. HUTEAU, inventeur breveté, 72, rue Montmartre. — Mercerie, articles pour tailleurs. (17055)

RESTAURANT PASSOIR. 11, FAUBOURG DU TEMPLE, 11. Beaucoup de monde croit que la maison du RESTAURANT PASSOIR a été comprise dans les démolitions faites à l'entrée du faubourg du Temple. Il n'en est rien. Cet établissement n'a eu seulement à supporter que les travaux causés par la reconstruction d'une maison voisine. Le propriétaire du Restaurant prévient sa clientèle que les réparations, complètement terminées, lui permettent de la recevoir comme par le passé. (17084)*

VENTES MOBILIÈRES. Vente après liquidation de société entre majeurs et mineurs, en l'étude de M^o GEBIN, notaire à Paris, rue Montmartre, 103. 1^o D'un BREVET D'INVENTION pour des procédés d'argenterie sur métaux par le feu et par la brosse d'acier fer; 2^o D'un certificat d'addition audit brevet; 3^o De la jouissance des lieux où s'exploite le brevet pour tout le temps qui reste à courir de la location; 4^o Des outils, matières premières et marchandises dépendant de l'établissement servant à l'exploitation en résultant. D'une valeur de plus de 40,000 francs. L'adjudication aura lieu le vendredi 23 janvier 1857, à midi. Mise à prix: 4,000 fr. S'adresser pour les renseignements: 1^o A M^o FÉLIX TISSIER, avoué à Paris, rue Rameau, 4; 2^o A M^o GEBIN, notaire à Paris, rue Montmartre, 103; 3^o A M. Monginot, liquidateur, faubourg Montmartre, 2; 4^o Sur les lieux, rue Saint-Louis-au-Marais, 60. (6386)

VENTES PAR AUTORITÉ DE JUSTICE. Le 14 janvier. En l'hôtel des commissaires-priseurs, r. Rossini, 6. Consistant en: (138) Papiers, chaises, comptoir, poêle, porcelaines blanches se composant de vases, etc. (139) Comptoir, cartonier, bureau, chaises, rouets et métiers à usage de passementier. (140) Malle en cuir, pantalon, chemises, gilets et autres. (141) Guéridon, armoire, fauteuils, chaises, tableaux, rideaux, commode, toiles peintes etc. Rue Richelieu, 22 (142) Trois comptoirs, glaces, lingerie, casiers. 13 janvier. En l'hôtel des commissaires-priseurs, r. Rossini, 6. (156) Tableaux, buffet-étagère, chaises, couvert, serviettes, mantelets, rayons, chemises, etc. (157) Coupes, statuettes, meubles en bois de rose, secrétaire, jardinière, table à jeu, lustres, etc. (163) Piano, bibliothèques, armoire, bureau, tableaux, fauteuils, pendule, etc. (164) Buffet, table, chaises, verres, carafes, lampes, tapis, flambeaux, serviettes, canapé, etc. (165) Comptoirs, glaces, chemises, mouchoirs, faux-cols, cravates, calicot, chaises, etc. (166) Fauteuils, canapés, tables, buffets, armoires, pendules, flambeaux, objets de toilette. (167) Comptoirs, montres vitrées, tables, fauteuils, chaises, glaces, établis de bijouterie, forge, etc. (168) Buffet en bois sculpté, secrétaire, fauteuils, tables gravures, tableaux, statuettes bronze, etc. (169) Tables, chaises, fauteuils, canapé, pendule, bureau et tableaux. (170) Comptoirs, bureau, chemises, cols, cravates, gants, gilets de flanelle, bas, chaussettes.

ROME, 5 0/0 87 — Comptoir Bonnard... 140
TURQUIE (emp. 1834). — — Docks-Napoléon 170

A TERME. Cours. Plus haut. Plus bas. Der Cours. 3 0/0 68 30 68 35 67 90 67 90
3 0/0 (Emprunt) — — — — —
4 1/2 0/0 1832 94 — 94 — 93 75 93 75
4 1/2 0/0 (Emprunt) — — — — —

CHEMINS DE FER COTÉS AU PARQUET. Paris à Orléans..... 1375 — Bordeaux à La Teste. — —
Nord..... 940 — Lyon à Genève..... 760 —
Chemin de l'Est(anc.) 837 50 — St-Ramb. à Grenoble. 687 50
— (nouv.) 772 — Ardenne et l'Oise... 570 —
Paris à Lyon..... 1360 — Craissac à Béziers. 543 —
Lyon à la Méditerr... 1760 — Société autrichienne. 780 —
Midi..... 761 25 — Central-Suisse... — —
Ouest..... 873 73 — Victor-Emmanuel... 605 —
Gr. central de France. 630 — Ouest de la Suisse... 487 50

OPÉRA-COMIQUE. — On annonce, pour les premiers jours de la semaine prochaine, la première représentation de Psyché, opéra en trois actes, de MM. Michel Carré et Jules Barbier, musique de M. Ambroise Thomas. M^{me} Ugalde jouera le rôle de l'Amour, M^{lle} Lefebvre Psyché, Bataille Mercure. Les autres rôles seront remplis par Prilleux, Sainte-Foy, M^{lles} Boulart et Réville. — Aujourd'hui mercredi, au Théâtre-Lyrique, Si j'étais roi; MM. Scott, Grillon, Balanqué, Leroy et M^{lle} Pannetrat rempliront les principaux rôles. On commencera par le Sourd, opéra-comique en trois actes. Demain, la Reine Topaze. — Ce soir, au théâtre impérial du Cirque, le Châtea des Ambrières, en attendant le Diable d'argent qui doit être, assure-t-on, la plus éblouissante féerie qu'on ait encore vue.

SPECTACLES DU 14 JANVIER. OPÉRA. — Le Trouvère. FRANÇAIS. — Le Jeune Mari, le Bonhomme Jadis. OPÉRA-COMIQUE. — La Fille du régiment, Maître Pathelin. ODÉON. — La Réclame. ITALIENS. — THÉÂTRE-LYRIQUE. — Le Sourd, Si j'étais roi! VAUDEVILLE. — Les Faux Bonshommes. VARIÉTÉS. — Lanterne magique! GYMNASSE. — Le Père de la déboutante, la Reine de seize ans. PALAIS-ROYAL. — L'Homme blasé, les Marrons glacés. PORTE-SAINT-MARTIN. — Le Fils de la Nuit. AMBIGU. — Le Secret des Cavaliers. GAITÉ. — La Fausse Adulète. CIRQUE IMPÉRIAL. — Le Châtea des Ambrières. FOLIES. — Allons-y gaiement, la Femme. DÉLASSEMENTS. — Allons-y tout d'même. LUXEMBOURG. — Le Mauvais Gas, les Mystères. FOLIES-NOUVELLES. — Jean, Deux Gilles, la Sœur de Pierrot. BOUFFES PARISIENS. — Six Demoiselles à marier, le Financier. ROBERT-HOUDIN (boul. des Italiens, 8). — Tous les soirs à 8 h. CONCERTS-MUSARD. — Tous les soirs, de sept à onze heures. Concerts-promenade. Prix d'entrée: 4 fr. JARDIN D'HIVER. — Fête de nuit tous les mercredis. SALLE VALENTINO. — Soirées dansantes et musicales les mardis, jeudis, samedis et dimanches. SALLE STÉ-CÉCILE. — Bal les lundis, mercredis et dimanches. Tous les vendredis, grande soirée parisienne jusqu'à minuit.

VENTES IMMOBILIÈRES. AUDIENCE DES CRIÉES.

USINE ET PLANT DANS LA SOMME. Etude de M^o POULLE, avoué à Amiens, rue du Cloître-de-la-Berge, 9, successeur de M. Dolon. A vendre sur publications judiciaires, à la barre du Tribunal civil d'Amiens, le mercredi 28 janvier 1857, à midi, 1^o Une grande et belle USINE à usage de moulins à blé et à huile, mus par la rivière de Somme, sise à Corbie (Somme), station du chemin de fer du Nord. Mise à prix: 20,000 fr. 2^o Un PLANT duquel dépend une chute d'eau, deux petites maisons et un pré, sis à Foulloy (Somme). Mise à prix: 1,500 fr. S'adresser pour les renseignements: A M^o POULLE, avoué poursuivant; Et à M^o Godefroy et Bouthemard, collicitants, demeurant tous à Amiens.

MAISON RUE DE SURESNE, A PARIS. Vente, en l'audience des criées de la Seine, le 4 février 1857, à deux heures, D'une MAISON à Paris, rue de Suresne, 3. Mise à prix: 200,000 fr. Revenu approximatif: 11,000 fr. S'adresser: A M^o DENORMANDIE, avoué, rue du Sentier, 24. (6393)

CHAMBRES ET ÉTUDES DE NOTAIRES. SIX MAISONS A PARIS. Adjudication, le 10 février 1857, sur une seule enchère, en la chambre des notaires de Paris, de 1^o Une MAISON, rue des Déchargeurs, 18. Revenu net, 1,344 fr.; en 1861, 1,444 fr. Mise à prix: 15,000 fr. 2^o Une MAISON, rue Mauconseil, 36. Revenu net, 1,600 fr., susceptible d'une grande augmentation. — Mise à prix, 21,000 fr. 3^o Une MAISON, rue Mauconseil, 33. Revenu net, 1,800 fr. — Mise à prix, 15,000 fr. 4^o Une MAISON, rue Mauconseil, 40. Revenu net, 1,871 fr. — Mise à prix, 20,000 fr. 5^o Une MAISON rue de la Ferronnerie, 39. Revenu net, 1,934 fr. — Mise à prix, 15,000 fr. 6^o Une MAISON, rue Saint-Denis, 244. Revenu net, 11,330 fr. — Mise à prix, 130,000 fr. Facilités de paiement. S'adresser à M^o FREMYN, no aire, rue de Lille, 11. A M^o Bertrand Maillefer, notaire, rue du Havre, 10. A M^o Mestayer, notaire, Chaussée d'Antin, 44, dépositaire du cahier des charges et des titres. (6387)*

MAISON A PARIS. Adjudication même sur une seule enchère, en la chambre des notaires de Paris, place du Châtelet, par le ministère de M^o HATIN, l'un d'eux, le mardi 20 janvier 1857. D'une MAISON à Paris, passage de l'Entre-pôt des Marais, 3. A la proximité du Château-d'Eau (boulevard Saint-Martin), et à 50 mètres environ du boulevard projeté du Nord. Revenu brut: 8,036 fr. A la charge d'une annuité au Crédit foncier pendant 46 ans et demi d'une somme de 2,450 fr. Et en outre sur la mise à prix de 43,000 fr. S'adresser pour visiter les lieux, au concierge; Et pour les renseignements, à M. Doré, rue du

Bouloi, 21; Et à M^o HATIN, notaire, rue Neuve-des-Petits-Champs, 77. (6367)*

2 GRANDS HOTELS modernes sis à Paris, rue Neuve-des-Mathurins, 48, et square Clary, à vendre ensemble ou séparément. Ecrites pour six chevaux, remises et grandes dépendances. S'adresser: 1^o aux concierges; 2^o à M. Boudin, régisseur, rue de la Pépinière, 45; 3^o et à M^o ACOLOQUE, notaire, rue Montmartre, 146. (6591)

VENTES MOBILIÈRES. BREVET D'INVENTION. Etude de M^o FÉLIX TISSIER, avoué à Paris, rue Rameau, 4. Vente après liquidation de société entre majeurs et mineurs, en l'étude de M^o GEBIN, notaire à Paris, rue Montmartre, 103. 1^o D'un BREVET D'INVENTION pour des procédés d'argenterie sur métaux par le feu et par la brosse d'acier fer; 2^o D'un certificat d'addition audit brevet; 3^o De la jouissance des lieux où s'exploite le brevet pour tout le temps qui reste à courir de la location; 4^o Des outils, matières premières et marchandises dépendant de l'établissement servant à l'exploitation en résultant. D'une valeur de plus de 40,000 francs. L'adjudication aura lieu le vendredi 23 janvier 1857, à midi. Mise à prix: 4,000 fr. S'adresser pour les renseignements: 1^o A M^o FÉLIX TISSIER, avoué à Paris, rue Rameau, 4; 2^o A M^o GEBIN, notaire à Paris, rue Montmartre, 103; 3^o A M. Monginot, liquidateur, faubourg Montmartre, 2; 4^o Sur les lieux, rue Saint-Louis-au-Marais, 60. (6386)

VENTES PAR AUTORITÉ DE JUSTICE. Le 14 janvier. En l'hôtel des commissaires-priseurs, r. Rossini, 6. Consistant en: (138) Papiers, chaises, comptoir, poêle, porcelaines blanches se composant de vases, etc. (139) Comptoir, cartonier, bureau, chaises, rouets et métiers à usage de passementier. (140) Malle en cuir, pantalon, chemises, gilets et autres. (141) Guéridon, armoire, fauteuils, chaises, tableaux, rideaux, commode, toiles peintes etc. Rue Richelieu, 22 (142) Trois comptoirs, glaces, lingerie, casiers. 13 janvier. En l'hôtel des commissaires-priseurs, r. Rossini, 6. (156) Tableaux, buffet-étagère, chaises, couvert, serviettes, mantelets, rayons, chemises, etc. (157) Coupes, statuettes, meubles en bois de rose, secrétaire, jardinière, table à jeu, lustres, etc. (163) Piano, bibliothèques, armoire, bureau, tableaux, fauteuils, pendule, etc. (164) Buffet, table, chaises, verres, carafes, lampes, tapis, flambeaux, serviettes, canapé, etc. (165) Comptoirs, glaces, chemises, mouchoirs, faux-cols, cravates, calicot, chaises, etc. (166) Fauteuils, canapés, tables, buffets, armoires, pendules, flambeaux, objets de toilette. (167) Comptoirs, montres vitrées, tables, fauteuils, chaises, glaces, établis de bijouterie, forge, etc. (168) Buffet en bois sculpté, secrétaire, fauteuils, tables gravures, tableaux, statuettes bronze, etc. (169) Tables, chaises, fauteuils, canapé, pendule, bureau et tableaux. (170) Comptoirs, bureau, chemises, cols, cravates, gants, gilets de flanelle, bas, chaussettes.

ACHATS ET VENTES DE RENTES et d'actions, placement de fonds en REPORTS SUR valeurs de premier ordre. S'ad. à M. KYSAEUS junior, banquier, place de la Bourse, 10, à la demande de son prospectus. (17002)*

Guillemeau, AU FLAMAND, 125, rue Chartier et C^o, au Flamand, Montmartre. Agrandissements de la maison spéciale de BLANC, toiles, calicots, lingerie, linge de table, trousseaux et layettes; linge confectionné. (17125)*

LA LIGNÉENNE MM. les actionnaires sont convoqués en assemblée générale annuelle pour le 29 janvier présent mois, dix heures précises, rue de Grenelle-Saint-Honoré, 35. Pour faire partie de l'assemblée générale, ils doivent être porteurs de dix actions, qu'ils doivent déposer, trois jours à l'avance, au siège social, rue de la Verrière, 99, contre un récépissé et une carte d'admission qui leur seront délivrés. (17134)

SOCIÉTÉ GÉOPHILE, MONTMARTRE. En exécution de la loi des 17-23 juillet 1836, sur les sociétés en commandite, le gérant à l'honneur de convoquer les actionnaires de la société Géophile en assemblée générale pour le 20 janvier courant, à huit heures précises du soir, au siège social, 161, rue Montmartre, à l'effet d'élire le conseil de surveillance. Pour assister à l'assemblée, il faut être porteur de 1,000 fr. d'actions. (17133)

BAINS DE MONACO MM. les administrateurs de la société anonyme des Bains de Monaco ont l'honneur de prévenir MM. les actionnaires qu'une assemblée extraordinaire aura lieu le lundi 26 du courant, au siège de l'agence, 42, rue Laflitte, à Paris, à deux heures de relevée. MM. les actionnaires qui désirent prendre part à la réunion devront déposer leurs titres, au moins trois jours à l'avance, à la caisse de l'agence. (17129)

SOCIÉTÉ ANGLO-FRANÇAISE DES HUILES SPERMAÏDIQUES. Les actionnaires de la société anglo-française des HUILES SPERMAÏDIQUES ARTIFICIELLES, sous la raison Fullers, Desgrand et C^o, sont convoqués en assemblée générale au siège de la société, à Auteuil, route de Versailles, 29 et 31, pour procéder à l'élection des membres du conseil de surveillance. La réunion aura lieu le 24 du courant, à trois heures de l'après-midi. Les titres devront être déposés la veille. Paris, le 13 janvier 1857. (17134) FULLERS, DESGRAND ET C^o.

JUPONS A INOXIDABLES en toutes étoffes suppriment les crinolines et jupons empesés; faciles à démonter pour le blanchissage. — L. HUTEAU, inventeur breveté, 72, rue Montmartre. — Mercerie, articles pour tailleurs. (17055)

RESTAURANT PASSOIR. 11, FAUBOURG DU TEMPLE, 11. Beaucoup de monde croit que la maison du RESTAURANT PASSOIR a été comprise dans les démolitions faites à l'entrée du faubourg du Temple. Il n'en est rien. Cet établissement n'a eu seulement à supporter que les travaux causés par la reconstruction d'une maison voisine. Le propriétaire du Restaurant prévient sa clientèle que les réparations, complètement terminées, lui permettent de la recevoir comme par le passé. (17084)*

VENTES MOBILIÈRES. Vente après liquidation de société entre majeurs et mineurs, en l'étude de M^o GEBIN, notaire à Paris, rue Montmartre, 103. 1^o D'un BREVET D'INVENTION pour des procédés d'argenterie sur métaux par le feu et par la brosse d'acier fer; 2^o D'un certificat d'addition audit brevet; 3^o De la jouissance des lieux où s'exploite le brevet pour tout le temps qui reste à courir de la location; 4^o Des outils, matières premières et marchandises dépendant de l'établissement servant à l'exploitation en résultant. D'une valeur de plus de 40,000 francs. L'adjudication aura lieu le vendredi 23 janvier 1857, à midi. Mise à prix: 4,000 fr. S'adresser pour les renseignements: 1^o A M^o FÉLIX TISSIER, avoué à Paris, rue Rameau, 4; 2^o A M^o GEBIN, notaire à Paris, rue Montmartre, 103; 3^o A M. Monginot, liquidateur, faubourg Montmartre, 2; 4^o Sur les lieux, rue Saint-Louis-au-Marais, 60. (6386)

VENTES PAR AUTORITÉ DE JUSTICE. Le 14 janvier. En l'hôtel des commissaires-priseurs, r. Rossini, 6. Consistant en: (138) Papiers, chaises, comptoir, poêle, porcelaines blanches se composant de vases, etc. (139) Comptoir, cartonier, bureau, chaises, rouets et métiers à usage de passementier. (140) Malle en cuir, pantalon, chemises, gilets et autres. (141) Guéridon, armoire, fauteuils, chaises, tableaux, rideaux, commode, toiles peintes etc. Rue Richelieu, 22 (142) Trois comptoirs, glaces, lingerie, casiers. 13 janvier. En l'hôtel des commissaires-priseurs, r. Rossini, 6. (156) Tableaux, buffet-étagère, chaises, couvert, serviettes, mantelets, rayons, chemises, etc. (157) Coupes, statuettes, meubles en bois de rose, secrétaire, jardinière, table à jeu, lustres, etc. (163) Piano, bibliothèques, armoire, bureau, tableaux, fauteuils, pendule, etc. (164) Buffet, table, chaises, verres, carafes, lampes, tapis, flambeaux, serviettes, canapé, etc. (165) Comptoirs, glaces, chemises, mouchoirs, faux-cols, cravates, calicot, chaises, etc. (166) Fauteuils, canapés, tables, buffets, armoires, pendules, flambeaux, objets de toilette. (167) Comptoirs, montres vitrées, tables, fauteuils, chaises, glaces, établis de bijouterie, forge, etc. (168) Buffet en bois sculpté, secrétaire, fauteuils, tables gravures, tableaux, statuettes bronze, etc. (169) Tables, chaises, fauteuils, canapé, pendule, bureau et tableaux. (170) Comptoirs, bureau, chemises, cols, cravates, gants, gilets de flanelle, bas, chaussettes.

RESTAURANT PASSOIR. 11, FAUBOURG DU TEMPLE, 11. Beaucoup de monde croit que la maison du RESTAURANT PASSOIR a été comprise dans les démolitions faites à l'entrée du faubourg du Temple. Il n'en est rien. Cet établissement n'a eu seulement à supporter que les travaux causés par la reconstruction d'une maison voisine. Le propriétaire du Restaurant prévient sa clientèle que les réparations, complètement terminées, lui permettent de la recevoir comme par le passé. (17084)*

VENTES MOBILIÈRES. Vente après liquidation de société entre majeurs et mineurs, en l'étude de M^o GEBIN, notaire à Paris, rue Montmartre, 103. 1^o D'un BREVET D'INVENTION pour des procédés d'argenterie sur métaux par le feu et par la brosse d'acier fer; 2^o D'un certificat d'addition audit brevet; 3^o De la jouissance des lieux où s'exploite le brevet pour tout le temps qui reste à courir de la location; 4^o Des outils, matières premières et marchandises dépendant de l'établissement servant à l'exploitation en résultant. D'une valeur de plus de 40,000 francs. L'adjudication aura lieu le vendredi 23 janvier 1857, à midi. Mise à prix: 4,000 fr. S'adresser pour les renseignements: 1^o A M^o FÉLIX TISSIER, avoué à Paris, rue Rameau, 4; 2^o A M^o GEBIN, notaire à Paris, rue Montmartre, 103; 3^o A M. Monginot, liquidateur, faubourg Montmartre, 2; 4^o Sur les lieux, rue Saint-Louis-au-Marais, 60. (6386)

VENTES PAR AUTORITÉ DE JUSTICE. Le 14 janvier. En l'hôtel des commissaires-priseurs, r. Rossini, 6. Consistant en: (138) Papiers, chaises, comptoir, poêle, porcelaines blanches se composant de vases, etc. (139) Comptoir, cartonier, bureau, chaises, rouets et métiers à usage de passementier. (140) Malle en cuir, pantalon, chemises, gilets et autres. (141) Guéridon, armoire, fauteuils, chaises, tableaux, rideaux, commode, toiles peintes etc. Rue Richelieu, 22 (142) Trois comptoirs, glaces, lingerie, casiers. 13 janvier. En l'hôtel des commissaires-priseurs, r. Rossini, 6. (156) Tableaux, buffet-étagère, chaises, couvert, serviettes, mantelets, rayons, chemises, etc. (157) Coupes, statuettes, meubles en bois de rose, secrétaire, jardinière, table à jeu, lustres, etc. (163) Piano, bibliothèques, armoire, bureau, tableaux, fauteuils, pendule, etc. (164) Buffet, table, chaises, verres, carafes, lampes, tapis, flambeaux, serviettes, canapé, etc. (165) Comptoirs, glaces, chemises, mouchoirs, faux-cols, cravates, calicot, chaises, etc. (166) Fauteuils, canapés, tables, buffets, armoires, pendules, flambeaux, objets de toilette. (167) Comptoirs, montres vitrées, tables, fauteuils, chaises, glaces, établis de bijouterie, forge, etc. (168) Buffet en bois sculpté, secrétaire, fauteuils, tables gravures, tableaux, statuettes bronze, etc. (169) Tables, chaises, fauteuils, canapé, pendule, bureau et tableaux. (170) Comptoirs, bureau, chemises, cols, cravates, gants, gilets de flanelle, bas, chaussettes.

ROME, 5 0/0 87 — Comptoir Bonnard... 140
TURQUIE (emp. 1834). — — Docks-Napoléon 170

A TERME. Cours. Plus haut. Plus bas. Der Cours. 3 0/0 68 30 68 35 67 90 67 90
3 0/0 (Emprunt) — — — — —
4 1/2 0/0 1832 94 — 94 — 93 75 93 75
4 1/2 0/0 (Emprunt) — — — — —

CHEMINS DE FER COTÉS AU PARQUET. Paris à Orléans..... 1375 — Bordeaux à La Teste. — —
Nord..... 940 — Lyon à Genève..... 760 —
Chemin de l'Est(anc.) 837 50 — St-Ramb. à Grenoble. 687 50
— (nouv.) 772 — Ardenne et l'Oise... 570 —
Paris à Lyon..... 1360 — Craissac à Béziers. 543 —
Lyon à la Méditerr... 1760 — Société autrichienne. 780 —
Midi..... 761 25 — Central-Suisse... — —
Ouest

TIRAGE IRREVOCABLE ET SANS REMISE LE 26 COURANT DE LA LOTERIE NATIONALE DE SAINT-ROCH

DERNIERS BILLETS A ÉMETTRE DE UN FRANC. Chaque billet de UN franc PEUT GAGNER LE GROS LOT DE 100,000 FR.

IL RESTE TRÈS PEU DE BILLETS A PLACER.

LE CHIFFRE TOTAL DES LOTS A GAGNER EST DE 146,500 FR.

La liste du tirage sera adressée gratis à toute personne qui prendra DIX billets, soit chez M. LETHEUX, agent général, rue Neuve-des-Petits-Champs, 35, soit à l'administration, 1, rue Embouque-d'Or, à Montpellier. — Aucun retard de tirage possible.

RUE D'ENGHEN, 48.

M. DE FOY

INNOVATEUR-FONDATEUR

MARIAGES

32^{me} ANNÉE

SEUL, j'ai droit de porter ce titre : INNOVATEUR-FONDATEUR de... LA PROFESSION MATRIMONIALE... parce que c'est moi, DE FOY, qui l'ai relevée, innovée et fait sanctionner. Succursales : Angleterre, Belgique, Allemagne, États-Unis.

La publication légale des Actes de Société est obligatoire dans la GAZETTE DES TRIBUNAUX, le DROIT et le JOURNAL GÉNÉRAL D'AFFICHES.

Avis d'opposition.

Suivant procès-verbal dressé, par suite de folle-enchère, par M. Carré et son collègue, notaires à Paris, le douze novembre mil huit cent cinquante-six, M. Jean-Baptiste DOLCHÉZ, rentier, demeurant à Vernon, rue du Laque, 49, s'est rendu adjudicataire d'un fonds de commerce de café-restaurant, exploité à Paris, rue de Clichy, 100 et 102, dépendant de l'ancienne société ayant existé entre M. Jean LACOSTE et ALFRED MAIN, liquidateurs, demeurant à Paris, rue de Clichy, 100 et 102.

M. Louis-Eugène-Charles DUMOUTET, rentier, demeurant à Paris, rue Breda, 24. Et M. François-Nicolas-Gustave PASTRÉ, demeurant à Paris, rue Saint-Arnaud, 25. Ont formé entre eux une société en nom collectif, et en commandite avec autres, pour l'exploitation d'un nouveau système de torréfaction de café à la vapeur.

Le but de cette société est l'exécution de travaux de terrassements et de ballastage sur les chemins de fer principalement. La raison sociale est ECHETO et LUCAS, et quant à la signature, elle sera donnée conjointement par chacun des associés pour tous engagements et réception de sommes; toutefois, M. Echeto pourra seul faire usage de cette signature pour traiter tous marchés de travaux à exécuter pour le compte des chemins de fer.

La raison et la signature sociales seront : DEMARNE et DE BAUVIÈRE. La société sera gérée et administrée par tous les associés sans aucune distinction. La signature sociale appartiendra à MM. Demarne et de Bauvière, qui pourront employer conjointement ou séparément, mais seulement pour les affaires de la société, Mécanisme, tous billets, lettres de change et autres valeurs commerciales devenues, pour être valables, être signées par MM. Demarne et de Bauvière.

Le but de cette société est l'exploitation d'une fabrique de porcelaines comprenant tant la fabrication que la vente des produits. Cette société existait sous la raison sociale : MICHEL AARON et frère. Son siège est établi à Paris, rue Saint-Jacques, 83.

Le but de cette société est l'exploitation d'une fabrique de porcelaines comprenant tant la fabrication que la vente des produits. Cette société existait sous la raison sociale : MICHEL AARON et frère. Son siège est établi à Paris, rue Saint-Jacques, 83.

Le but de cette société est l'exploitation d'une fabrique de porcelaines comprenant tant la fabrication que la vente des produits. Cette société existait sous la raison sociale : MICHEL AARON et frère. Son siège est établi à Paris, rue Saint-Jacques, 83.

SOCIÉTÉS.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris le premier janvier mil huit cent cinquante-sept, enregistré en cette ville le huit du même mois, bureau des actes sous signatures privées, folio 185, verso, case 8, par Pomme, qui a reçu le droit.

D'un jugement du Tribunal de commerce de la Seine, du vingt-quatre décembre dernier, enregistré le 27. Il appert : Que la société en participation formée pour la vente des matériaux à provenir de démolitions, rue du Faubourg-du-Temple, entre M. SEURIES, scieur de long, rue Bardan, 3, à Montreuil, et M. ROBIN, entrepreneur, demeurant aussi à Montreuil, rue Neuve-d'Orléans, 5, a été dissoute par M. Planche.

Le but de cette société est l'exploitation d'une fabrique de porcelaines comprenant tant la fabrication que la vente des produits. Cette société existait sous la raison sociale : MICHEL AARON et frère. Son siège est établi à Paris, rue Saint-Jacques, 83.

Le but de cette société est l'exploitation d'une fabrique de porcelaines comprenant tant la fabrication que la vente des produits. Cette société existait sous la raison sociale : MICHEL AARON et frère. Son siège est établi à Paris, rue Saint-Jacques, 83.

Le but de cette société est l'exploitation d'une fabrique de porcelaines comprenant tant la fabrication que la vente des produits. Cette société existait sous la raison sociale : MICHEL AARON et frère. Son siège est établi à Paris, rue Saint-Jacques, 83.

Le but de cette société est l'exploitation d'une fabrique de porcelaines comprenant tant la fabrication que la vente des produits. Cette société existait sous la raison sociale : MICHEL AARON et frère. Son siège est établi à Paris, rue Saint-Jacques, 83.

Le but de cette société est l'exploitation d'une fabrique de porcelaines comprenant tant la fabrication que la vente des produits. Cette société existait sous la raison sociale : MICHEL AARON et frère. Son siège est établi à Paris, rue Saint-Jacques, 83.

D'un acte sous signatures privées, fait triple à Paris le trente-un décembre mil huit cent cinquante-six, enregistré le douze janvier.

D'un acte sous signatures privées, fait triple à Paris le trente-un décembre mil huit cent cinquante-six, enregistré le douze janvier.

D'un acte sous signatures privées, fait triple à Paris le trente-un décembre mil huit cent cinquante-six, enregistré le douze janvier.

D'un acte sous signatures privées, fait triple à Paris le trente-un décembre mil huit cent cinquante-six, enregistré le douze janvier.

D'un acte sous signatures privées, fait triple à Paris le trente-un décembre mil huit cent cinquante-six, enregistré le douze janvier.

D'un acte sous signatures privées, fait triple à Paris le trente-un décembre mil huit cent cinquante-six, enregistré le douze janvier.

D'un acte sous signatures privées, fait triple à Paris le trente-un décembre mil huit cent cinquante-six, enregistré le douze janvier.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, en date du trente et un décembre mil huit cent cinquante-six, enregistré à Paris le douze janvier mil huit cent cinquante-sept, par Pomme, qui a reçu six francs.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, en date du trente et un décembre mil huit cent cinquante-six, enregistré à Paris le douze janvier mil huit cent cinquante-sept, par Pomme, qui a reçu six francs.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, en date du trente et un décembre mil huit cent cinquante-six, enregistré à Paris le douze janvier mil huit cent cinquante-sept, par Pomme, qui a reçu six francs.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, en date du trente et un décembre mil huit cent cinquante-six, enregistré à Paris le douze janvier mil huit cent cinquante-sept, par Pomme, qui a reçu six francs.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, en date du trente et un décembre mil huit cent cinquante-six, enregistré à Paris le douze janvier mil huit cent cinquante-sept, par Pomme, qui a reçu six francs.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, en date du trente et un décembre mil huit cent cinquante-six, enregistré à Paris le douze janvier mil huit cent cinquante-sept, par Pomme, qui a reçu six francs.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, en date du trente et un décembre mil huit cent cinquante-six, enregistré à Paris le douze janvier mil huit cent cinquante-sept, par Pomme, qui a reçu six francs.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, en date du trente et un décembre mil huit cent cinquante-six, enregistré à Paris le douze janvier mil huit cent cinquante-sept, par Pomme, qui a reçu six francs.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, en date du trente et un décembre mil huit cent cinquante-six, enregistré à Paris le douze janvier mil huit cent cinquante-sept, par Pomme, qui a reçu six francs.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, en date du trente et un décembre mil huit cent cinquante-six, enregistré à Paris le douze janvier mil huit cent cinquante-sept, par Pomme, qui a reçu six francs.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, en date du trente et un décembre mil huit cent cinquante-six, enregistré à Paris le douze janvier mil huit cent cinquante-sept, par Pomme, qui a reçu six francs.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, en date du trente et un décembre mil huit cent cinquante-six, enregistré à Paris le douze janvier mil huit cent cinquante-sept, par Pomme, qui a reçu six francs.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, en date du trente et un décembre mil huit cent cinquante-six, enregistré à Paris le douze janvier mil huit cent cinquante-sept, par Pomme, qui a reçu six francs.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, en date du trente et un décembre mil huit cent cinquante-six, enregistré à Paris le douze janvier mil huit cent cinquante-sept, par Pomme, qui a reçu six francs.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, en date du trente et un décembre mil huit cent cinquante-six, enregistré à Paris le douze janvier mil huit cent cinquante-sept, par Pomme, qui a reçu six francs.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, en date du trente et un décembre mil huit cent cinquante-six, enregistré à Paris le douze janvier mil huit cent cinquante-sept, par Pomme, qui a reçu six francs.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, en date du trente et un décembre mil huit cent cinquante-six, enregistré à Paris le douze janvier mil huit cent cinquante-sept, par Pomme, qui a reçu six francs.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, en date du trente et un décembre mil huit cent cinquante-six, enregistré à Paris le douze janvier mil huit cent cinquante-sept, par Pomme, qui a reçu six francs.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, en date du trente et un décembre mil huit cent cinquante-six, enregistré à Paris le douze janvier mil huit cent cinquante-sept, par Pomme, qui a reçu six francs.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, en date du trente et un décembre mil huit cent cinquante-six, enregistré à Paris le douze janvier mil huit cent cinquante-sept, par Pomme, qui a reçu six francs.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, en date du trente et un décembre mil huit cent cinquante-six, enregistré à Paris le douze janvier mil huit cent cinquante-sept, par Pomme, qui a reçu six francs.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, en date du trente et un décembre mil huit cent cinquante-six, enregistré à Paris le douze janvier mil huit cent cinquante-sept, par Pomme, qui a reçu six francs.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, en date du trente et un décembre mil huit cent cinquante-six, enregistré à Paris le douze janvier mil huit cent cinquante-sept, par Pomme, qui a reçu six francs.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, en date du trente et un décembre mil huit cent cinquante-six, enregistré à Paris le douze janvier mil huit cent cinquante-sept, par Pomme, qui a reçu six francs.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, en date du trente et un décembre mil huit cent cinquante-six, enregistré à Paris le douze janvier mil huit cent cinquante-sept, par Pomme, qui a reçu six francs.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, en date du trente et un décembre mil huit cent cinquante-six, enregistré à Paris le douze janvier mil huit cent cinquante-sept, par Pomme, qui a reçu six francs.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, en date du trente et un décembre mil huit cent cinquante-six, enregistré à Paris le douze janvier mil huit cent cinquante-sept, par Pomme, qui a reçu six francs.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, en date du trente et un décembre mil huit cent cinquante-six, enregistré à Paris le douze janvier mil huit cent cinquante-sept, par Pomme, qui a reçu six francs.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, en date du trente et un décembre mil huit cent cinquante-six, enregistré à Paris le douze janvier mil huit cent cinquante-sept, par Pomme, qui a reçu six francs.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, en date du trente et un décembre mil huit cent cinquante-six, enregistré à Paris le douze janvier mil huit cent cinquante-sept, par Pomme, qui a reçu six francs.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, en date du trente et un décembre mil huit cent cinquante-six, enregistré à Paris le douze janvier mil huit cent cinquante-sept, par Pomme, qui a reçu six francs.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, en date du trente et un décembre mil huit cent cinquante-six, enregistré à Paris le douze janvier mil huit cent cinquante-sept, par Pomme, qui a reçu six francs.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, en date du trente et un décembre mil huit cent cinquante-six, enregistré à Paris le douze janvier mil huit cent cinquante-sept, par Pomme, qui a reçu six francs.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, en date du trente et un décembre mil huit cent cinquante-six, enregistré à Paris le douze janvier mil huit cent cinquante-sept, par Pomme, qui a reçu six francs.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, en date du trente et un décembre mil huit cent cinquante-six, enregistré à Paris le douze janvier mil huit cent cinquante-sept, par Pomme, qui a reçu six francs.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, en date du trente et un décembre mil huit cent cinquante-six, enregistré à Paris le douze janvier mil huit cent cinquante-sept, par Pomme, qui a reçu six francs.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, en date du trente et un décembre mil huit cent cinquante-six, enregistré à Paris le douze janvier mil huit cent cinquante-sept, par Pomme, qui a reçu six francs.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, en date du trente et un décembre mil huit cent cinquante-six, enregistré à Paris le douze janvier mil huit cent cinquante-sept, par Pomme, qui a reçu six francs.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, en date du trente et un décembre mil huit cent cinquante-six, enregistré à Paris le douze janvier mil huit cent cinquante-sept, par Pomme, qui a reçu six francs.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, en date du trente et un décembre mil huit cent cinquante-six, enregistré à Paris le douze janvier mil huit cent cinquante-sept, par Pomme, qui a reçu six francs.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, en date du trente et un décembre mil huit cent cinquante-six, enregistré à Paris le douze janvier mil huit cent cinquante-sept, par Pomme, qui a reçu six francs.

D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris, en date du trente et un décembre mil huit cent cinquante-six, enregistré à Paris le douze janvier mil huit cent cinquante-sept, par Pomme, qui a reçu six francs.